



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

## **Le marché de la formation linguistique à Hong Kong et à Macao**

Janvier 2007

Préparé par  
Industrie Canada  
avec la participation du  
Consulat général du Canada à Hong Kong  
et le  
Service des délégués commerciaux du Canada

**Canada**

---

Le présent rapport a été préparé pour Industrie Canada par la firme de consultants Bond International College, avec la participation du Consulat général du Canada à Hong Kong et le Service des délégués commerciaux du Canada.

Cette publication est offerte par voie électronique en version HTML à l'adresse web suivante :  
[http://strategis.ic.gc.ca/epic/site/lain-inla.nsf/fr/h\\_qs00087f.html](http://strategis.ic.gc.ca/epic/site/lain-inla.nsf/fr/h_qs00087f.html)

Des exemplaires de ce rapport sont également disponibles sur le site Web InfoExport du MAECI (<http://www.infoexport.gc.ca>).

#### **Autorisation de reproduction**

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à [copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca](mailto:copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca).

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

No de catalogue lu44-36/2007F-PDF  
ISBN 978-0-662-73392-8

Numéro de répertoire d'Industrie Canada : 60194

Also available in English under the title *The Language Training Market In Hong Kong and Macau*.

## LE MARCHÉ DE LA FORMATION LINGUISTIQUE À HONG KONG ET À MACAO

---

### RÉSUMÉ

#### Hong Kong

Le gouvernement de Hong Kong s'est donné pour objectif de former ses citoyens et citoyennes de telle sorte que ceux-ci puissent lire et écrire dans deux langues (chinois et anglais) et communiquer oralement dans trois langues (guangdonghua<sup>1</sup>, putonghua et anglais) d'ici la prochaine génération. Pour ce faire, il a évalué les atouts linguistiques de sa population, élaboré une stratégie visant l'amélioration des compétences, adopté une loi en vue de réaliser un changement systémique et affecter des fonds pour s'assurer que le changement se concrétise. Il a établi des objectifs, déterminé des points de référence, élaboré des stratégies de mise en oeuvre et une méthode de suivi permanent, et approuvé un cadre législatif afin de garantir la réussite de cette entreprise. Bien que la question en soit une d'éducation, les secteurs opérationnel et du travail ont décidé de travailler en étroite collaboration avec les collectivités de Hong Kong en vue d'implanter les changements.

Une véritable « culture d'acquisition linguistique » est en train de se propager, laquelle bénéficie de l'appui du Fonds linguistique (*Language Fund*) du gouvernement et est inspirée par les recommandations du Comité permanent sur la langue et la recherche (*SCOLAR – Standing Committee on Language and Research*). Six principaux régimes de financement se chiffrant à 2,44 milliards de dollars<sup>2</sup> sont en vigueur, et une part considérable des fonds provient de la collectivité participante.

Le gouvernement de Hong Kong invite les fournisseurs de l'extérieur (terme utilisé par le gouvernement pour désigner les fournisseurs étrangers de formation linguistique) à offrir leurs services et leur savoir-faire en vue d'aider Hong Kong à atteindre ses objectifs. L'organisme gouvernemental *Invest HongKong* a été institué spécifiquement pour épauler les entreprises étrangères qui désirent affermir leur présence locale.

Dans l'ensemble du marché de la formation linguistique en Asie, on tend à privilégier l'éducation transnationale. Conformément à cette formule, des fournisseurs étrangers

---

<sup>1</sup> La langue chinoise se compose de plusieurs dialectes et de deux différents styles calligraphiques. À Hong Kong et à Macao, la population parle le cantonais (guangdonghua en chinois) et écrivent de la façon traditionnelle au moyen de sinogrammes. En Chine, la langue officielle est le mandarin (putonghua en chinois) et le style calligraphique est une forme simplifiée élaborée après que le président Mao Tse Tung ait été porté au pouvoir. La population de Hong Kong tiendra pour respectueux les fournisseurs de services de formation linguistique qui ont recours aux mêmes termes qu'elle. C'est pourquoi les termes guangdonghua et putonghua sont utilisés tout au long de ce rapport.

<sup>2</sup> Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, à moins d'avis contraire. La conversion en dollars canadiens est basée sur les taux de la Banque du Canada.

de services établissent des bureaux locaux afin de proposer leurs programmes de formation linguistique en ayant régulièrement recours à des méthodes non traditionnelles. L'Australie, la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande sont des chefs de file en la matière. De cette façon, les pays d'Asie investissent davantage chez eux tout en profitant du dernier cri en matière de formation linguistique disponible sur le marché.

En réalité, Hong Kong est déterminé à créer, d'ici 2010, 28 500 places de niveau postsecondaire pour inciter ses jeunes à rester au pays. Par conséquent, le gouvernement offre des incitatifs financiers aux fournisseurs étrangers afin de les encourager à mettre sur pied d'autres programmes de formation à plein temps et à temps partiel dans la région.

Près de 74 100 étudiants de moins de 25 ans poursuivent leurs études à l'étranger (le Canada en accueille le plus grand nombre). Les jeunes de Hong Kong qui étudient au Canada font bénéficier le pays de retombées économiques de l'ordre de 500 millions. Toutefois, le gouvernement de Hong Kong s'attend à ce que, à l'avenir, de plus en plus d'étudiants demeurent à Hong Kong et fassent appel à un fournisseur canadien qui y est établi. Pour conserver sa part du marché, le Canada doit se montrer à la hauteur de l'Australie qui jouit d'une solide présence sur le marché local. Les fournisseurs canadiens n'auront d'autre choix que d'élaborer des stratégies pour maintenir leur position sur le marché tout en prospectant d'autres segments de ce dernier.

Pour réussir au sein de ce marché, les fournisseurs canadiens doivent également comprendre que Hong Kong est la porte d'entrée pour la Chine continentale. Hong Kong (juin 2003) et Macao (octobre 2003) ont signé l'Accord de partenariat économique resserré (*CEPA – Closer Economic Partnership Agreement*) conclu avec la Chine continentale<sup>3</sup>. En outre, la province chinoise de Guangdong accroît les échanges avec les régions du delta de la rivière des Perles (PRD).

L'imminent Forum de coopération et de développement des régions du delta de la rivière des Perles (*Pan PRD – Pan-Pearl River Delta Regional Cooperation and Development Forum*) est une stratégie de développement régional volontaire qui vise à créer un marché commun regroupant au-delà de 460 millions de personnes. Plus de 7 500 entreprises étrangères ont établi leur bureau dans les régions du delta de la rivière des Perles (*Pan PRD*) et de ce nombre, 3 800 ont opté pour Hong Kong. De futurs accords de libre-échange pourraient donner à la Chine méridionale une ouverture sur le monde, ce qui suppose que l'on soit en mesure de faire des affaires en anglais. Les investisseurs du marché de la formation linguistique doivent examiner la possibilité de se positionner dès maintenant afin de tirer avantage des futurs débouchés.

## **Macao**

En ce qui concerne le marché de la formation linguistique, Macao est un territoire quasi inexploité, c'est-à-dire que les fournisseurs de services linguistiques se rendent

---

<sup>3</sup> Davantage d'information sur CEPAs se trouve aux adresses suivantes: Honk Kong-continentale Chine: <http://www.tid.gov.hk/english/cepa/index.html>. Macao-continentale Chine: [http://www.economia.gov.mo/page/cepa\\_c.htm](http://www.economia.gov.mo/page/cepa_c.htm)

rarement à Macao et que, par conséquent, les résidents doivent se déplacer jusqu'à Hong Kong pour obtenir le soutien dont ils ont besoin. De plus, il y a peu de concurrence. Le Canada fait partie des quelques pays qui tentent d'y affermir une présence. À l'heure actuelle, le plus important volet du marché de la formation linguistique revient au secteur des études à l'étranger qui se chiffre à 2,5 millions de dollars. Étant donné que Macao est largement dépendant de Hong Kong pour ce qui est des services, il est tenu pour marché secondaire.

Parmi les éléments moteurs qui concourent à l'essor du marché de langue anglaise à Macao, il faut mentionner la récente mise en valeur des industries du jeu et du tourisme qui a occasionné la période de prospérité que connaît la construction de casinos. Le nombre de travailleurs expatriés au pays est à la hausse, et l'industrie du jeu veut se doter d'une main-d'œuvre qui parle anglais. Pourtant, l'anglais est la troisième langue parlée par les Macanéens. Le gouvernement a octroyé peu de fonds pour la formation linguistique anglaise.

Quoi qu'il en soit, le milieu universitaire répond au besoin en matière de formation en langue étrangère, alors que le gouvernement prévoit un examen du secteur de l'éducation et une analyse des besoins de ce dernier, lesquels pourraient avoir une incidence considérable sur le marché de langue anglaise.

En raison de ses faibles coûts d'exploitation, Macao pourrait bien être appelée à devenir une autre porte d'entrée pour la Chine.

**TABLE DES MATIÈRES**

RÉSUMÉ.....	3
Hong Kong.....	3
Macao.....	4
APERÇU DU MARCHÉ — HONG KONG.....	8
Renseignements généraux.....	8
Système d'éducation.....	8
<i>Écoles locales</i> .....	9
<i>Écoles postsecondaires à Hong Kong</i> .....	11
<i>Écoles internationales</i> .....	12
<i>Centres linguistiques privés</i> .....	13
<i>Écoles privées indépendantes et à subvention directe</i> .....	14
<i>Études à l'étranger</i> .....	14
Principaux facteurs contribuant à la progression du marché.....	15
<i>Réforme de l'éducation</i> .....	15
<i>Programme d'évaluation du rendement et de perfectionnement linguistique des professeurs</i> .....	18
<i>Soutien au financement des établissements</i> .....	19
<i>Comité de subventions aux universités</i> .....	20
<i>Fonds pour l'éducation permanente</i> .....	20
<i>Campagne pour l'anglais en milieu de travail</i> .....	21
<i>Fonds pour la qualité en éducation</i> .....	22
<i>Subvention multidimensionnelle pour la technologie de l'information</i> .....	23
<i>Langue d'enseignement</i> .....	23
<i>Évaluation des connaissances linguistiques</i> .....	24
<i>Apprentissage linguistique assisté par ordinateur</i> .....	25
<i>Projet des professeurs d'anglais d'origine</i> .....	28
<i>Traduction</i> .....	30
Débouchés.....	31
<i>Programmes locaux</i> .....	31
<i>Recrutement des étudiants- étudier à l'étranger</i> .....	32
<i>Formation des enseignants</i> .....	34
<i>Franchises</i> .....	35
<i>Préparation au test de langue et évaluation des connaissances linguistiques en anglais</i> ..	35
<i>Traduction</i> .....	35
<i>Projets courants et prévus</i> .....	36
L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL.....	38
La compétence locale.....	38
Concurrence international.....	38
<i>Australie</i> .....	38
<i>Nouvelle-Zélande</i> .....	40
<i>Le Royaume-Uni</i> .....	41
<i>États-Unis</i> .....	42
<i>Chine</i> .....	43
<i>Autres nations</i> .....	44
La position du Canada.....	44

Avantage concurrentiel résultant d'initiatives canadiennes .....	46
<i>Consulat général du Canada Hong Kong : section commerciale</i> .....	46
<i>Le Réseau des centres d'éducation canadiens</i> .....	46
<i>Chambre de Commerce du Canada à Hong Kong</i> .....	47
<i>Association des canadiens chinois (Chinese Canadian Association (HK) Ltd.)</i> .....	47
<i>Apprentissage en ligne</i> .....	47
<i>Bureau pour l'économie et le commerce de Hong Kong</i> .....	47
CLIENTS DU SECTEUR PRIVÉ.....	47
CLIENTS DU SECTEUR PUBLIC .....	48
LOGISTIQUE DE MARCHÉ .....	48
Organismes d'études à l'étranger .....	48
<i>Considérations pour percer le marché</i> .....	49
<i>Pratiques commerciales recommandées</i> .....	51
<i>Normes, certificats et règlements locaux</i> .....	51
APERÇU DU MARCHÉ—MACAO .....	52
Facteurs clés déterminant la croissance du marché.....	56
Débouchés.....	57
ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL .....	59
Concurrence internationale.....	59
Position du Canada.....	59
Avantage concurrentiel résultant d'initiatives canadiennes .....	60
LOGISTIQUE DU MARCHÉ .....	60
Considérations pour percer le marché.....	60
<i>Pratiques commerciales recommandées</i> .....	61
ÉVÉNEMENTS DE PROMOTION .....	62
PERSONNES-RESSOURCES CLÉS.....	64
LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS .....	65
AUTRES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE .....	67
Sites Web utiles .....	67

## LE MARCHÉ DE LA FORMATION LINGUISTIQUE À HONG KONG ET À MACAO



Team Canada Inc • Équipe Canada inc

---

### APERÇU DU MARCHÉ — HONG KONG

#### Renseignements généraux

Hong Kong est devenu l'une des régions les plus densément peuplées dans le monde, avec près de 6 250 personnes par kilomètre carré. En 2004, on dénombrait, à Hong Kong une population de 6,9 millions d'habitants.

Bien qu'environ 98 p. cent de la population soit d'origine chinoise, Hong Kong est composée d'une large communauté d'expatriés. Avant le transfert de la Grande-Bretagne, plusieurs résidents avaient émigré au Canada, en Grande-Bretagne, en Australie, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. Peu à peu, d'anciens résidents sont retournés en Chine à titre de citoyens jouissant de la double nationalité, ce qui entraîne certaines difficultés pour déterminer le nombre exact d'expatriés. Le Consulat du Canada estime qu'il y a plus de 250 000 détenteurs d'un passeport canadien résidant à Hong Kong.

L'anglais était la langue officielle jusqu'en 1976, année au cours de laquelle il fut déclaré que le guangdonghua remplacerait désormais l'anglais à ce titre. La majorité de la population parle le guangdonghua et une grande partie de cette dernière comprend l'anglais. À l'écrit, on utilise les sinogrammes traditionnels qui sont enseignés de génération en génération. En Chine continentale, la langue parlée est le putonghua, tandis qu'on se sert d'une forme simplifiée des sinogrammes pour le texte écrit. On estime que plus du tiers de la population parle couramment l'anglais.

Hong Kong se considère comme une fenêtre sur l'Ouest pour le reste de la Chine et principal centre financier de l'Asie du Sud-Est. Pour préserver cet avantage concurrentiel, le gouvernement s'attend à ce que la prochaine génération de citoyens hongkongais puisse parler trois langues (guangdonghua, putonghua et anglais) et écrire et lire dans deux langues (chinois et anglais).

#### Systeme d'éducation

Le Bureau de l'éducation et de la main-d'oeuvre (EMB) remplit les mêmes fonctions qu'un ministère provincial de l'Éducation au Canada. Il régit tous les secteurs de l'éducation, y compris l'éducation postsecondaire, et assure la mise en oeuvre de toutes les initiatives gouvernementales s'inscrivant dans la réforme de l'éducation, notamment la politique linguistique. Pour sa part, la Commission de l'éducation (*EC – Education Commission*) formule des recommandations au EMB et au gouvernement de Hong Kong en ce qui a trait à l'éducation au niveau communautaire.

De façon générale, les écoles de Hong Kong sont réparties en deux groupes : les écoles locales et les écoles internationales.

### **Écoles locales**

Dans les écoles locales, le système d'éducation est basé sur un modèle britannique selon lequel les enfants doivent fréquenter l'école à plein temps de l'âge de six à quinze ans. Toutefois, les enfants entament habituellement, dès l'âge de trois ans, un programme préscolaire et de maternelle d'une durée de trois ans. Bien que la loi régisse l'établissement de normes minimales de fonctionnement, les établissements préscolaires et les maternelles sont considérés comme étant des écoles privées.

Il existe trois principaux types d'écoles locales à Hong Kong – les écoles publiques, les écoles subventionnées et les écoles à subvention directe -, lesquelles sont déterminées en fonction du genre de fonds reçus et de l'organisme parrain. Ces trois types d'écoles comptent pour 90 p. cent de l'ensemble des écoles de Hong Kong.

En septembre 2004, 397 500 enfants étaient inscrits dans des écoles élémentaires publiques et subventionnées, alors que 414 300 autres l'étaient dans des écoles secondaires de mêmes types. Les écoles publiques, dont le gouvernement assume l'entière responsabilité, sont peu nombreuses. Par le passé, les organismes religieux, les organisations caritatives, philanthropiques ou de travailleurs, et autres organismes parrains, créaient et géraient les écoles subventionnées. Les écoles subventionnées sont désormais entièrement financées et sont assujetties à la politique en matière d'éducation de Hong Kong. Leur gestion est confiée à l'organisme parrain qui a contribué, à l'origine, à leur établissement.

La plus important groupe de fournisseurs de services langagiers en anglais à Hong Kong est formé de bonnes d'enfants philippines. Plusieurs parents emploient une bonne d'enfants pour s'occuper de leurs enfants, et l'un des plus importants critères de sélection de ces dernières est leur maîtrise de l'anglais. Plus de 300 000 bonnes d'enfants sont recrutées aux Philippines chaque année, principalement en raison des normes linguistiques anglaises élevées dans ce pays et de la volonté de ses habitantes d'aller travailler à l'étranger.

Quoi que les bonnes d'enfants soient engagées pour communiquer en anglais avec les enfants dont elles prennent soin et servir de modèle d'identification pour ces derniers, un grand nombre de garderies éducatives et de prématernelles ont été créées en vue de fournir un environnement de langue anglaise visant à renforcer l'anglais appris à la maison.

Les enfants commencent systématiquement à apprendre l'anglais à la prématernelle et de plus en plus de prématernelles donnent les cours en anglais. Les parents qui souhaitent que leurs enfants bénéficient de l'enseignement en anglais tentent souvent de leur réserver une place dans une prématernelle de langue anglaise dès leur naissance. (La *Canadian International School* a déjà reçu d'une famille une demande d'inscription accompagnée d'une photo de l'échographie de l'enfant à naître.) Il y a

présentement 737 prématernelles à Hong Kong. Le principal établissement préscolaire et de prématernelle canadien est *THINK International School/Kindergarten*.

Dès l'âge de six ans, l'enfant commence l'école élémentaire. Après avoir réussi les niveaux un à six du primaire, l'équivalent de la première à la sixième années au Canada, ils poursuivent leur éducation à l'école secondaire pendant sept autres années, un à sept, soit l'équivalent de la septième à la treizième années au Canada. Il y a 759 écoles élémentaires, dont 47 sont internationales, et 519 écoles secondaires, dont 23 sont internationales. Quoique la majorité des écoles locales n'offrent que le programme d'enseignement de la maternelle, que celui du primaire ou que celui du secondaire, 26 d'entre elles sont considérées comme des établissements d'enseignement direct, puisqu'elles proposent à la fois l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire. Hong Kong compte 55 écoles internationales. (Les classes du primaire et du secondaire qui sont données dans des bâtiments distincts sont dénombrées séparément, ce qui fait augmenter le nombre.)

Il est très difficile pour les enfants expatriés (par ex. ceux de retour au pays) qui ont été instruits dans une autre langue que le chinois d'être admis dans le système éducatif local, car très peu d'écoles sont dotées des ressources nécessaires pour les accueillir. De plus, Hong Kong doit relever un autre défi de taille étant donné que les élèves nouvellement arrivés de la Chine continentale emploient régulièrement un dialecte et un style calligraphique différents de ceux utilisés à Hong Kong. Le Bureau de l'éducation et de la main-d'œuvre s'efforce toujours de créer des places pour les Chinois de retour au pays, les nouveaux arrivants d'une autre origine et les étudiants nouvellement arrivés de la Chine continentale.

Un système de répartition des places au secondaire (*Secondary School Places Allocation System*) est en vigueur pour les élèves qui fréquentent les écoles locales. Ce système sert à déterminer dans quel groupe d'écoles secondaires chacun des élèves du primaire doit être admis. Les écoles secondaires sont classées selon trois catégories, la catégorie un étant pour les élèves les plus doués, tandis que la catégorie trois regroupe les élèves présentant des difficultés d'apprentissage, de comportement et de morale du travail, et ayant besoin d'être davantage entourés.

Une fois leur année trois terminée (l'équivalent de la neuvième année), les élèves du secondaire doivent choisir de poursuivre leurs études dans le volet sciences ou le volet lettres et sciences humaines. Au terme de leur année cinq (l'équivalent de la onzième année), ils doivent passer les examens approfondis du certificat d'études de Hong Kong (*HKCEE – Hong Kong Certificate of Education Examinations*). Les examens *HKCEE* se déroulent au mois de mai, et les résultats sont divulgués au cours de la deuxième semaine du mois d'août. Mis à part les examens d'anglais et de chinois, que passent la plupart des élèves, ainsi que les examens se rapportant aux autres matières linguistiques, il est possible de passer tous les examens en chinois ou en anglais. Les correcteurs ont recours aux mêmes normes de notation et de classement, et la langue choisie n'est pas inscrite sur la feuille des résultats ou l'attestation.

À l'heure actuelle, deux plans sont proposés aux élèves en vue de passer l'examen de langue anglaise *HKCEE* : le plan A et le plan B. Le plan A est le moins avancé. Le plan

B est plus approfondi et correspond au niveau O britannique (O-Level). Une note C ou supérieure obtenue à la plupart des examens *HKCEE* est considérée comme équivalent à un niveau O (O-level) (note C ou supérieure) obtenu à un examen outre-mer du *GCE (General Certificate of Education)*. Une note E est largement acceptée à Hong Kong à titre de niveau de rendement de base en vue d'occuper un emploi.

Cinquante-cinq pour cent des élèves ayant fréquenté la classe d'année cinq ne sont pas admis à l'année six. Si on se fie aux années antérieures, seulement 18 % des élèves qui ont passé les examens *HKCEE* s'inscrivent aux études postsecondaires, mais ce pourcentage est passé à 22 % en 2005. Ainsi, les élèves qui sont incapables de poursuivre leurs études à Hong Kong jouissent d'une seconde chance de faire des études collégiales ou universitaires s'ils sont acceptés dans une école d'outre-mer. Seuls les élèves qui obtiennent des notes élevées sont autorisés à continuer. Les autres optent pour un programme donné par une école professionnelle ou décident de poursuivre leurs études à l'étranger.

### ***Écoles postsecondaires à Hong Kong***

Le secteur de l'enseignement postsecondaire à Hong Kong connaît une croissance considérable. Treize établissements locaux y proposent désormais des programmes menant à un grade. De ce nombre, huit sont des universités publiques, quatre sont des collèges et le dernier est une université privée. Tous ont établi, ou envisage de le faire, des programmes menant à un grade d'associé ou à des études supérieures et offrant aux étudiants la possibilité de poursuivre leurs études dans la région. Ces programmes d'une durée de deux ans peuvent servir de fondement en vue d'entreprendre des études universitaires de premier cycle à Hong Kong ou à l'étranger.

Les élèves qui se destinent à des études universitaires doivent passer un deuxième examen, l'examen de niveau avancé de Hong Kong (*HKALE – Hong Kong Advanced Level Examination*), à la fin de leur année sept. La politique gouvernementale des huit dernières années fait ressortir que seulement 18 % des diplômés du secondaire peuvent espérer poursuivre des études supérieures.

Les universités offrent également un programme d'admission anticipée, après l'année cinq, à l'intention des élèves surdoués. Le régime d'admission anticipée (*Early Admissions Scheme*) est géré par l'Université de Hong Kong (*HKU – University of Hong Kong*), l'Université chinoise de Hong Kong (*CUHK – Chinese University of Hong Kong*) et l'Université des sciences et de la technologie (*HKUST – University of Science and Technology*). Les candidats ayant obtenu six notes « A » (distinction) ou plus aux examens *HKCEE*, ainsi qu'une note « C » ou supérieure pour les matières linguistiques, peuvent présenter une demande. Les candidats retenus sont admis sans avoir besoin de passer l'examen *HKALE*. Les élèves faisant partie de cette catégorie peuvent s'attendre à ce que les universités et collèges du Canada songent à leur faire une proposition semblable après l'année cinq.

Hong Kong a bon espoir que des établissements d'enseignement postsecondaires étrangers proposeront des cours dans la région une fois qu'ils auront obtenu leur agrément du Conseil pour l'agrément des programmes de formation à l'enseignement

de Hong Kong (*HKCAA – Hong Kong Council for Academic Accreditation*). Plusieurs universités étrangères proposent directement ou par l'intermédiaire de ressources privées des programmes menant à un grade. La *Richard Ivey School of Business* offre actuellement un programme de M.B.A. pour gens d'affaires à Hong Kong.

L'Institut de l'éducation de Hong Kong (*HKIED – Hong Kong Institute of Education*) a créé des partenariats avec des universités étrangères. L'un des programmes du Centre pour l'éducation internationale (Centre for International Education) intègre les programmes d'immersion, d'échange et d'études à l'étranger de l'Institut. Ces programmes sont offerts à l'étranger, notamment au Canada. (Le programme d'immersion s'inscrit dans le cadre du Baccalauréat en éducation [enseignement des langues]). Parmi les partenaires canadiens répertoriés du *HKIED*, mentionnons l'Université de la Colombie-Britannique et l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard. Un examen des recherches réalisées par le personnel et des projets portant sur les langues procure un excellent aperçu de l'importance de l'acquisition linguistique à Hong Kong.

Dix universités et collèges canadiens se retrouvent sur la liste d'agrément du *HKCAA* afin d'offrir, à Hong Kong, des programmes menant à un grade ou à un diplôme. Plusieurs autres établissements étrangers proposent également des programmes de cours avec ou sans unités et ont ainsi accès à divers régimes de financement public. Le Bureau de l'éducation et de la main-d'oeuvre (EMB) rapporte toujours une pénurie de professeurs d'anglais compétents et accepte de nouveaux programmes de formation.

Pour répondre à la demande, la Faculté d'éducation de l'Université de Hong Kong a mis sur pied un programme menant à un double grade (B.A. et B.Ed.) en enseignement de l'anglais. La Faculté de l'éducation de l'Université chinoise a également lancé un programme similaire.

### ***Écoles internationales***

Les écoles internationales, considérées comme des écoles privées, ont accueilli 32 500 élèves expatriés et locaux en 2004. Quoique la plupart de ces écoles perçoivent des droits de scolarité pour assurer leur fonctionnement, certaines d'entre elles sont subventionnées par un gouvernement étranger (par ex., les écoles internationales de Corée et de Singapour), alors que d'autres suivent un programme éducatif étranger (par ex., du Canada, de l'Australie et du Royaume-Uni). La *International Christian School* et la *Concordia International School* sont des exemples d'écoles qui utilisent leur propre programme d'enseignement. Le baccalauréat international connaît une hausse de popularité en raison du nombre d'écoles internationales qui décident d'offrir le diplôme de BI.

Les exigences linguistiques anglaises diffèrent d'une école internationale à l'autre. Certaines ont recours à un programme officiel de testage s'inscrivant dans le cadre de leur processus d'admission et n'acceptent que les locuteurs qui font preuve d'aisance en anglais. D'autres admettent les élèves dont le niveau d'anglais est insuffisant et prennent les mesures nécessaires pour s'assurer de leur venir en aide.

Il existe un régime de financement issu des Britanniques, soit l'indemnité des études locales (*LEA – Local Education Allowance*) du Bureau de la fonction publique (*Civil Service Bureau*), qui fournit toujours de l'aide au personnel de la fonction publique afin que leurs enfants fréquentent une école internationale. Ainsi, les fonctionnaires peuvent présenter une demande d'aide financière aux études pour leurs enfants âgés de neuf à dix-neuf ans. Aux termes du régime de l'indemnité des études locales, les enfants des employés de la fonction publique peuvent fréquenter les écoles internationales, lesquelles sont approuvées. Un petit nombre de fonctionnaires peuvent encore bénéficier de l'aide financière pour les études de leurs enfants qui fréquentent une école britannique, même si ceux-ci poursuivent des études postsecondaires. Les mêmes conditions d'admissibilité à l'indemnité des études locales sont en vigueur. Cette possibilité est abandonnée progressivement, mais procure toujours un mince avantage aux fournisseurs britanniques de formation linguistique en anglais.

Le plus important fournisseur de services d'enseignement de l'anglais parmi les écoles internationales à Hong Kong est la Fondation des écoles anglaises (*ESF – English Schools Foundation*). Cette dernière possède dix-neuf écoles internationales dont six sont des écoles secondaires. Seules les écoles qui sont régies par *ESF* reçoivent une aide de l'État.

Trois écoles internationales proposent un diplôme d'études secondaires canadien : la *Canadian International*, la *Phoenix International* et la *Delia School of Canada*. Une quatrième école, la *P. C. Lau Memorial Christian Alliance International School*, offre le diplôme d'études secondaires de la Saskatchewan.

Le programme d'études le plus populaire est celui de la Grande-Bretagne en raison du grand nombre d'élèves qui passent l'examen du certificat général d'études secondaires (*IGCSE – General Certificate of Secondary Education*), suivi par celui du baccalauréat international, puis par celui du Canada. *ESF* a fait savoir qu'elle comptait remplacer son programme d'enseignement britannique par celui du baccalauréat international, et on s'attend à ce que d'autres écoles internationales lui emboîtent le pas dans un avenir rapproché.

### **Centres linguistiques privés**

Plusieurs types de centres linguistiques sont en service à Hong Kong et la plupart proposent de la formation linguistique en anglais. Les élèves se perfectionnent au moyen de différents niveaux de cours d'anglais qu'ils doivent réussir avant d'être jugés aptes à communiquer aisément dans la langue. Certains centres s'emploient à présenter de la formation d'appoint à l'intention des élèves qui souhaitent poursuivre leurs études à l'étranger ou encore, à accroître les possibilités d'emploi de leurs élèves au moyen de cours en accord avec le Fonds pour l'éducation permanente (*Continuing Education Fund*). D'autres sont des centres de formation linguistique offrant des services complets, notamment de la formation générale en anglais, de la formation linguistique à l'intention des entreprises, des services de traduction et des services de préparation aux examens. Certains de ces centres sont établis par des intérêts locaux, d'autres sont des franchises de sociétés multinationales, d'autres sont quasi-gouvernementaux puisqu'ils sont mis sur pied par des missions étrangères ou implantés

par des organismes d'études à l'étranger en vue de préparer les élèves à aller étudier à l'étranger.

### ***Écoles privées indépendantes et à subvention directe***

Cinquante-cinq écoles privées sont régies par un régime de subvention directe (*DSS – Direct Subsidy Scheme*). Le ministère de l'Éducation a mis en oeuvre le régime de subvention directe afin d'améliorer la qualité des écoles privées de niveaux élémentaire et secondaire. Une école à subvention directe est une école privée qui bénéficie d'une plus grande flexibilité relativement à la conception de ses programmes et qui se voit octroyer une subvention de fonctionnement déterminée en fonction de son nombre d'inscriptions. Chaque école supplée ensuite ses propres besoins de fonctionnement en percevant des droits de scolarité supplémentaires. Quoique les écoles à subvention directe jouissent d'une plus grande flexibilité, elles suivent, pour la plupart, le programme éducatif en vigueur dans la région.

Les écoles privées indépendantes (*PIS – Private Independent School*) ont récemment vu le jour à Hong Kong. Une école privée indépendante offre une solution de rechange aux écoles internationales les plus reconnues. De telles écoles sont admissibles à une concession de terre de la part du gouvernement et celui-ci leur octroie une subvention à la construction, mais sont autrement financièrement autonomes et tirent leurs ressources des droits de scolarité qu'elles perçoivent pour assurer leur fonctionnement. Un établissement d'enseignement canadien, *Phoenix International*, est devenu une école privée indépendante en 2006 et prendra le nom de *Renaissance College* dès 2007 lorsqu'il remplacera son programme d'études de l'Ontario par le baccalauréat international (BI).

### ***Études à l'étranger***

Les récentes données de recensement révèlent qu'environ 74 100 étudiants d'Hong Kong âgés de moins de 25 ans étudient à l'étranger et que le Canada est le pays privilégié par plusieurs d'entre eux (26,5 %). La limite traditionnelle de places disponibles à Hong Kong a restreint le nombre d'étudiants capables de poursuivre leurs études dans la région.

Les étudiants doivent être titulaires d'un permis d'études pour étudier au Canada pendant plus de six mois. À moins qu'un étudiant de Hong Kong possède la double nationalité (canadienne et hongkongaise), il doit présenter un passeport intitulé « *Hong Kong Special Administrative Region Passport* » ou « *British National (Overseas) Passport* ». Le Canada autorise tout étudiant possédant l'un de ces deux passeports à entrer au pays sans visa. Les étudiants provenant de la Chine continentale, même s'ils sont titulaires d'une carte d'identité provisoire de Hong Kong, doivent détenir un visa provisoire pour entrer au Canada en plus de leur permis d'études.

La majorité des étudiants de Hong Kong doivent parfaire leurs connaissances de l'anglais avant d'entamer leur programme d'études, et un nombre indéterminé d'organismes se sont implantés sur le marché pour offrir un tel service.

## **Principaux facteurs contribuant à la progression du marché**

Selon les résultats de l'Enquête sur le développement durable à Hong Kong (*Hong Kong Sustainable Development Index Survey*), menée par la *City University* de Hong Kong et la Chambre de Commerce du Canada à Hong Kong, l'éducation demeure en haut de la liste des priorités à Hong Kong. Pourtant, l'écart entre l'importance accordée à l'éducation et la satisfaction de l'ensemble de la population est toujours un sujet de préoccupation.

En raison, entre autres, du nombre de familles expatriées anglophones qui retournent dans leur pays et de citoyens hongkongais parlant aisément l'anglais qui émigrent dans un pays occidental, ainsi que de la plus grande importance accordée à l'enseignement du chinois dans les écoles, le secteur des affaires à Hong Kong, en particulier, présume qu'il assiste à une diminution des normes en matière d'anglais au sein de la population en général.

Peu après le transfert d'autorité de la Grande-Bretagne à Hong Kong, plusieurs écoles locales ont adopté le chinois (guangdonghua) comme langue d'enseignement en remplacement de l'anglais. Les liens plus étroits qui unissent Hong Kong à la Chine ont suscité un intérêt marqué au sein des secteurs public et privé qui ont voulu former des locuteurs parlant couramment putonghua. Ainsi, pour s'assurer que leurs enfants apprennent l'anglais, de plus en plus de parents leur font fréquenter une école internationale. Alors qu'autrefois les écoles internationales n'étaient principalement fréquentées que par les enfants expatriés, plusieurs d'entre elles accueillent, aujourd'hui, des enfants de la région dont les parents veulent s'assurer qu'ils seront instruits dans un milieu anglophone.

### **Réforme de l'éducation**

Reconnaissant qu'un changement systémique et efficace nécessite la coopération entre les établissements du secteur privé et ceux du secteur public, le gouvernement mettait sur pied le Comité permanent sur la langue et la recherche (*SCOLAR*) en 1998. *SCOLAR* avait pour mandat d'examiner le système d'éducation de Hong Kong, de réaliser une analyse de l'effectif et de mettre à jour les politiques et méthodes internationales. Grâce à cette démarche, une « culture d'acquisition du langage » prend actuellement forme à Hong Kong.

Des rapports systémiques, ainsi que des dispositions législatives assorties de recommandations officielles spécifiques du gouvernement et de fonds octroyés directement à l'éducation et à la formation linguistique ont contribué à soutenir la culture d'acquisition du langage. De telles mesures ont permis au secteur langagier privé de renforcer les initiatives publiques entreprises.

*SCOLAR* a étudié les rôles respectifs du gouvernement, de la gestion scolaire, des professeurs, des parents, des employeurs, des média de masse et des apprenants de la langue, puis a présenté des recommandations à leur sujet pour les besoins de la réforme du système d'éducation. Il est essentiel de relever les normes de formation

linguistique, particulièrement en anglais, lesquelles ont été compromises au cours des dernières années selon ce qu'en pensent certaines personnes de l'industrie.

Deux importantes études réalisées sur demande en 1998 ont contribué à élaborer le cadre de travail pour les besoins de la réforme de l'éducation en vigueur aujourd'hui. Le rapport intitulé Directives relatives à la langue d'enseignement dans les écoles secondaires (*Medium of instruction Guidance for Secondary Schools*) exposait les grandes lignes de la marche à suivre en vue de déterminer la langue d'enseignement.

En 2003, SCOLAR a présenté le fondement à la politique linguistique et à sa mise en œuvre dans la version définitive de son rapport intitulé Plan d'action pour relever les normes linguistiques à Hong Kong (*Action Plan to Raise Language Standards in Hong Kong*), le rapport préliminaire est paru en 2001.

Le gouvernement a convenu de procéder à un examen plus poussé de la langue d'enseignement dans les écoles secondaires au cours de l'année scolaire 2003-2004. En 2005, le groupe de travail chargé d'étudier l'attribution des places et la langue d'enseignement dans les écoles secondaires publiait son étude après avoir mené des consultations auprès de la population.

Les réformes les plus radicales sont celles proposées par la Commission de l'éducation. La commission recommande de remplacer les examens *HKCEE* et *HKALE* par une seule série d'examens et de réduire la scolarité au niveau secondaire de quatre à trois années d'ici 2009. Les programmes d'études universitaires se prolongeraient alors sur quatre années au lieu de trois.

D'ordinaire, près de 55 % des élèves qui fréquentent l'école secondaire en sortent après avoir réussi leurs examens *HKCEE*, et seuls 32 % des élèves se trouvent une place dans les années six et sept. Seulement 25 % des élèves qui fréquentent l'école depuis le primaire sont capables de poursuivre des études à un niveau supérieur, et 18 % d'entre eux sont acceptés dans des universités de la région. Bon nombre des élèves qui abandonnent l'école deux ans avant de passer leurs examens officiels partent étudier à l'étranger. Les pays qui proposent des programmes d'études de base ou autres itinéraires visant à accéder à l'éducation supérieure offrent une seconde chance à ces élèves de bénéficier d'une éducation.

Dans le cadre de ses réformes de l'éducation, le gouvernement éliminera l'année sept. Les élèves devront passer un examen à la fin de l'année six pour recevoir leur nouveau diplôme d'études secondaires de Hong Kong (*HKDSE – Hong Kong Diploma of Secondary Education*). Un tel changement suppose que le dernier groupe d'élèves de l'année sept, conformément à l'ancien système, et le premier groupe d'élèves de l'année six, aux termes du nouveau système, termineront leurs études en même temps, ce qui entraînera des répercussions sur le fonctionnement des écoles secondaires et des universités, ainsi que des retombées sur les décisions touchant l'admission dans les collèges et les universités à l'étranger. Trois possibilités sont alors envisagées :

- les fournisseurs locaux et étrangers auront établi un plus grand nombre de cours qu'ils donneront à Hong Kong afin de répondre à la demande d'une plus importante promotion;
- un plus grand nombre d'élèves s'inscriront dans des écoles d'outre-mer;
- une combinaison des deux.

Conformément au nouveau programme d'éducation projeté, tous les élèves suivront un programme d'études secondaires de trois ans qui comportera des cours obligatoires d'anglais, de mathématiques, de chinois et d'éducation générale, ainsi que deux ou trois cours au choix. Des matières classiques ainsi que des cours davantage axés sur la carrière seront offerts. Une grande partie des notes seront attribuées au moyen d'évaluations en milieu scolaire. Cette réforme vise à permettre à un plus grand nombre d'élèves d'accéder à l'enseignement secondaire en vue d'acquérir les connaissances voulues pour éventuellement poursuivre leurs études à l'université. En outre, elle suppose d'importantes répercussions sur l'industrie des « études au Canada », particulièrement aux niveaux secondaire et postsecondaire.

Hong Kong invite toute participation étrangère aux fins de l'expansion de son secteur de l'enseignement universitaire. À cette fin, des universités locales sont plus que désireuses de conclure des ententes avec des établissements d'outre-mer. Elles examinent minutieusement les programmes universitaires complémentaires pour lesquels des établissements étrangers pourraient accepter de tenir compte des cours d'un programme de grade d'associé ou de formation universitaire courte de deux ans à titre de fondement pour entreprendre la dernière année ou les deux dernières années d'un programme universitaire de premier cycle, si l'étudiant satisfait à leurs critères d'admissibilité. Hong Kong étudie également les options faisant entrer en ligne de compte les entreprises privées. Il a prévu des stimulants, notamment l'acquisition d'un terrain à prix nominal, des prêts de démarrage, ainsi que la reconduction des prêts étudiants aux établissements privés. Le gouvernement reconnaît, en outre, l'avantage de prendre part au programme à l'extérieur de Hong Kong. Enfin, le gouvernement a étudié la possibilité de créer des collèges communautaires pour répondre aux besoins des étudiants.

Au cours des dix prochaines années, le gouvernement de Hong Kong prévoit faire passer le nombre de places disponibles dans les établissements présentant de l'enseignement postsecondaire de 18 %, pour l'année en cours, à 60 %.

Pour y parvenir, le gouvernement a lancé des programmes d'études de deux ans, ainsi que des programmes d'études visant à poursuivre des études supérieures ou à obtenir un grade d'associé, semblables à ceux offerts dans les collèges canadiens. Le gouvernement espère conclure des ententes d'articulation des programmes entre Hong Kong et des universités de l'Australie, de la Grande-Bretagne et des États-Unis, et a entrepris des négociations à ce sujet. Le gouvernement entend également inciter un plus grand nombre d'étudiants de la partie continentale à s'inscrire aux programmes de grade d'associé de Hong Kong ou à des programmes du même genre offerts par des universités de Hong Kong dans la partie continentale.

Tout candidat de la Chine titulaire d'un grade d'associé d'une université de Hong Kong serait fort intéressant aux yeux du directeur de l'admission d'une université canadienne, surtout si l'université canadienne a déjà conclu une entente de reconnaissance des crédits avec l'établissement offrant le programme de grade d'associé à Hong Kong.

### ***Programme d'évaluation du rendement et de perfectionnement linguistique des professeurs***

Les écoles privées connaissent un roulement régulier de leurs professeurs d'anglais compétents. Pour assurer une réserve stable de professeurs compétents dans les centres linguistiques, les centres préscolaires, les maternelles et les centres d'éducation des adultes, de la formation est offerte en ayant recours aux programmes de formation *TESOL*. Le *British Council* est l'un des plus importants fournisseurs de formation *TESOL*.

Le Comité consultatif sur la formation et la compétence professionnelle des enseignants (*Advisory Committee on Teacher Education and Qualifications*) a élaboré un *Cadre de compétences du personnel enseignant (TCF – Teachers Competency Framework)* dans le but de hausser les normes pour les professeurs. Ce cadre fait entrer en ligne de compte les capacités, les compétences, les connaissances et les comportements attendus de la part des professeurs pour différents postes, et à différents stades de leur carrière. Il comporte un modèle de perfectionnement professionnel des professeurs qui suggère des normes minimales d'épanouissement professionnel sur trois ans. Un exemplaire du *Cadre de compétences du personnel enseignant* est disponible sur le site Web du EMB.

Le Comité sur la formation et la compétence professionnelle des enseignants préconise une période d'essai pendant laquelle ses recommandations seront évaluées et améliorées avant que ne soit entrepris le processus de mise en oeuvre intégrale prévu pour 2007. Ce processus s'apparente à l'ancien Programme de formation professionnelle du ministère de l'Éducation de l'Ontario.

Dans son rapport, le Comité consultatif sur la formation et la compétence professionnelle des enseignants fait valoir le rôle que doivent jouer les fournisseurs étrangers. Il y est question de l'affectation de fonds pour les besoins des études à l'étranger, de conférences outre-mer, d'ateliers et d'activités professionnelles qui peuvent être offertes à Hong Kong ou à l'étranger.

En 2000, le Bureau de l'éducation et de la main-d'oeuvre (EMB) a commencé à évaluer les connaissances linguistiques des professeurs d'anglais et de putonghua. La première fois qu'on a procédé à l'évaluation, un grand nombre de professeurs d'anglais ont échoué à l'examen de compétence linguistique de base. Les statistiques de 2003 révèlent que des 14 907 professeurs dans les écoles secondaires ou primaires, près de 11 000 n'étaient pas titulaires d'un diplôme spécialisé dans la langue qu'ils enseignaient ou n'avaient pas suivi une formation pour enseigner la matière qui leur avait été confiée, ou les deux à la fois.

Pour s'attaquer à ce problème, le gouvernement a donné aux professeurs d'anglais jusqu'en septembre 2006 pour améliorer leur maîtrise de la langue. Les professeurs sont libres de choisir, parmi les cours approuvés donnés à Hong Kong ou à l'étranger, ceux qui conviennent le mieux à leurs besoins. Ils peuvent demander un remboursement allant jusqu'à 30 000 \$ HK (4 600 \$ CAD) lorsqu'ils présentent un reçu de leurs droits de scolarité et fournissent une preuve attestant qu'ils ont réussi le cours.

Le Programme de subvention d'encouragement pour le perfectionnement professionnel des professeurs de langues (*Professional Development Incentive Grant Scheme for Language Teachers*) continue d'encourager et d'aider les professeurs actifs à acquérir des compétences professionnelles supérieures en enseignement des langues. Pour inciter les professeurs de putonghua et d'anglais à approfondir leurs connaissances de la matière et leur compétence pédagogique dans l'enseignement des langues, une somme supplémentaire de 46 millions \$ a été allouée du Fonds linguistique (*Language Fund*).

Les fournisseurs de programmes d'études peuvent s'informer sur les critères particuliers les concernant en s'adressant au EMB. Les universités de la région de Hong Kong, ainsi que les universités d'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont obtenu l'autorisation de donner des cours d'anglais à Hong Kong et à l'étranger. L'Université de Queensland (*University of Queensland*) propose des programmes à Hong Kong et en Australie, alors que l'Université de technologie de Queensland (*Queensland University of Technology*) et l'Université d'Otago (*Otago University*) offrent des programmes d'études en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Tous les fournisseurs étrangers doivent d'abord obtenir un agrément pour leurs cours auprès du Conseil pour l'agrément des programmes de formation à l'enseignement de Hong Kong (*HKCAA – Hong Kong Council for Academic Accreditation*) avant d'offrir des cours de langue aux enseignants.

### **Soutien au financement des établissements**

Les établissements postsecondaires de Hong Kong n'auront pas la capacité d'accueillir tous les étudiants qui voudront s'inscrire au cours des dix prochaines années. Les fournisseurs canadiens peuvent donc être admissibles à des concessions de terre et à des subventions de démarrage afin d'établir des programmes à Hong Kong. Des prêts sont également disponibles pour les étudiants qui suivent des cours advenant que les fournisseurs canadiens souhaitent offrir, dans l'avenir, des cours de langues ou dans d'autres matières.

Dans son exposé de principes de l'année 2000, le gouvernement a clairement énoncé son intention de travailler avec des prestataires de formation sans but lucratif et étrangers, ainsi que d'établir des partenariats avec des entrepreneurs en vue d'améliorer l'accès universel à l'éducation. Le gouvernement a annoncé la création de quatre mesures de soutien totalisant la somme de 763 millions \$ pour encourager les établissements d'enseignement extérieurs à prendre part à la croissance des programmes postsecondaires à Hong Kong.

Ces mesures prendront la forme d'une aide financière à court et à moyen termes à l'intention des prestataires de formation postsecondaire. Les fonds seront destinés au bail à court terme, aux travaux de rénovation des locaux et à l'équipement de démarrage, à la concession de terre afin de construire des locaux spécialement destinés à des fournisseurs de formation postsecondaire à but non lucratif, à des mesures incitatives à l'intention des fournisseurs reconnus pour la qualité de leurs services afin que ceux-ci présentent une demande d'agrément de leurs cours auprès du Conseil pour l'agrément des programmes de formation à l'enseignement de Hong Kong, et au remboursement pour les logements loués par l'État et les tarifs gouvernementaux à l'intention des fournisseurs de formation postsecondaire.

### **Comité de subventions aux universités**

Pour ce qui est des études de niveau postsecondaire, le Comité de subventions aux universités (*UGC – University Grants Committee*) a accordé des fonds en vue de créer des subventions pour le perfectionnement de l'enseignement (*Teaching Development Grants*) à l'intention de tous les établissements financés par le UGC, lesquelles s'inscrivent dans le cadre du travail réalisé pour améliorer la qualité de l'enseignement. Les subventions ont pour but d'encourager l'élaboration de démarches pédagogiques innovatrices et de mesures d'amélioration du milieu d'apprentissage dans les établissements financés par le UGC, de les faire connaître et de les récompenser. Toutes les universités financées par l'État ont droit aux subventions et s'emploient à élaborer une méthode d'apprentissage en ligne et à distance qui leur permettra de donner des cours et d'offrir du soutien aux étudiants. Les fournisseurs étrangers ne peuvent pas bénéficier de ces subventions, mais les universités étrangères qui ont établi un partenariat avec des universités de Hong Kong ont la possibilité de participer aux projets.

### **Fonds pour l'éducation permanente**

Le Fonds pour l'éducation permanente (*CEF – Continuing Education Fund*) de 763 millions \$, créé en 2002 pour subventionner l'apprentissage des adultes, a été prolongé. Il s'agit d'une initiative distincte de celle du Cadre de compétences du personnel enseignant. L'objectif du CEF est d'accorder des subventions aux personnes qui poursuivent une formation continue dans le but ultime de préparer la main-d'oeuvre de Hong Kong à oeuvrer au sein de l'économie du savoir.

Les demandeurs doivent, pour être admissibles à un remboursement, être âgés entre 18 et 60 ans. Si leur demande est acceptée, ils reçoivent un remboursement équivalant à 80 % de leurs droits de scolarité, jusqu'à concurrence de 1 500 \$, après avoir réussi un cours ou un module de cours remboursable. Il est possible de se faire rembourser les droits de scolarité pour plus d'un cours, pour autant que le montant par demandeur ne dépasse pas 1 500 \$.

La langue est l'un des sept principaux segments du marché admissibles aux subventions. Jusqu'en septembre 2004, 41 900 personnes avaient bénéficié d'une

subvention pour avoir suivi un programme linguistique par l'entremise du *CEF*. À l'heure actuelle, le *CEF* a approuvé le remboursement de 190 cours d'anglais offerts par 160 fournisseurs. Ces derniers sont des collègues, des universités, des centres linguistiques, des groupes de jeunes, des organisations sociales et des entreprises privées locales et étrangères. Seulement 12 fournisseurs donnent plus de cinq cours. La majorité n'en propose qu'un seul. Il y a également sept fournisseurs de cours de français qui offrent une dizaine de cours.

La réussite des cours suppose que la personne ait atteint les niveaux de compétence linguistiques reconnus par le *CEF*. Quoi que plusieurs examens d'anglais soient répertoriés, les examens *IELTS* et *TOEIC* sont les plus connus. L'examen *TOEFL* ne fait pas partie des examens d'évaluation des compétences linguistiques.

Les fournisseurs locaux et internationaux proposent des programmes afin de soutenir les apprenants qui souhaitent tirer parti de cette initiative gouvernementale. Les cours doivent répondre aux critères du Fonds pour l'éducation permanente (*Continuing Education Fund*). Néanmoins, un fournisseur de programme linguistique désireux d'exploiter le marché au moyen de programmes en anglais, en français, en allemand, en japonais et en chinois écrit à la possibilité d'améliorer son profil en pénétrant le marché, puis en invitant les étudiants à poursuivre leur programme canadien à l'étranger.

Tous les cours doivent être suivis à Hong Kong. Cependant, des fournisseurs étrangers ainsi que des fournisseurs locaux ont mis sur pied des « cours remboursables » qui sont donnés par des établissements internationaux à Hong Kong. Il est possible d'obtenir des renseignements sur la façon de s'inscrire à titre de fournisseur de cours remboursables, pour quelque secteur d'activité que ce soit, auprès du Conseil pour l'agrément des programmes de formation à l'enseignement de Hong Kong (*HKCAA – Hong Kong Council for Academic Accreditation*).

### ***Campagne pour l'anglais en milieu de travail***

La Campagne pour l'anglais en milieu de travail (*WEC – Workplace English Campaign*), lancée en l'an 2000, fait partie d'une série de recommandations du Comité permanent sur la langue et la recherche (*SCOLAR – Standing Committee on Language and Research*) en vue d'accroître la capacité concurrentielle de Hong Kong à titre de centre international des affaires, de la finance et du tourisme. Elle vise à sensibiliser davantage le public à l'importance de bien maîtriser l'anglais au travail et à améliorer les connaissances de l'anglais de la population active de Hong Kong.

On a établi des niveaux de compétence en anglais pour divers genres d'emploi dans certains secteurs d'activité qui servent de référence aux employeurs au moment du recrutement et du perfectionnement des ressources humaines. Les employeurs qui oeuvrent au sein de ces secteurs peuvent spécifier les normes relatives à la maîtrise de l'anglais en milieu de travail pour les différents genres d'emploi dans leur organisation en tenant compte des niveaux de compétence énoncés dans la grille. De cette façon, les employés comprennent davantage les attentes de leur employeur en ce qui a trait à

leur maîtrise de l'anglais et peuvent avoir recours à ces niveaux de compétence pour se fixer des objectifs d'autoperfectionnement et, en bout de ligne, pour bénéficier d'un avancement professionnel.

Le régime de financement de la formation offerte dans le cadre de la Campagne pour l'anglais en milieu de travail privilégie la mobilisation des ressources en vue d'adapter les cours d'anglais internes exécutés sur demande de la part des employeurs pour leur personnel. Les apprenants qui suivent les cours donnés dans le cadre de cette campagne doivent prouver qu'ils maîtrisent l'anglais à l'issue de leur formation en passant l'un des nombreux examens prescrits d'anglais international des affaires. Le gouvernement a octroyé la somme de 9,8 millions \$ à cette fin en 2005.

Le Conseil pour le recyclage professionnel du personnel (*Employee Retraining Board*) propose également des programmes de formation linguistique qui s'inscrivent dans les programmes de formation et d'enseignement professionnels du Conseil de la formation professionnelle (*Vocational Training Council*).

### **Fonds pour la qualité en éducation**

Depuis 1997, le Fonds pour la qualité en éducation (*QEF – Quality Education Fund*) a permis au gouvernement de financer des projets scolaires spéciaux. Le gouvernement a créé ce fonds pour procurer aux écoles, aux enseignants et aux autres professionnels de l'éducation (en particulier aux organisations et aux intervenants) des encouragements fiscaux en vue de les inciter à rechercher d'autres ressources que celles fournies par le système existant. Le fonds alloue principalement des sommes pour l'amélioration de la gestion scolaire, l'élaboration de programmes de formation générale et la mise en oeuvre de projets pilotes portant sur des méthodes et des programmes d'enseignement novateurs.

Les projets pouvant bénéficier d'un financement doivent s'inscrire dans l'une des cinq catégories suivantes : 1) favoriser un apprentissage efficace, 2) mettre en valeur la formation générale, 3) mettre en pratique la gestion par l'école, 4) effectuer une recherche sur les problèmes en éducation et 5) mettre en application la technologie de l'information.

Les écoles peuvent élaborer des projets de financement en collaboration avec des organisations, des établissements ou d'autres spécialistes du secteur privé, bref avec tout organisme qui les aidera à réaliser leurs objectifs. Tout fournisseur disposé à établir sa présence à Hong Kong aura plus de facilité à accéder à ce fonds. Pour profiter du QEF, les fournisseurs canadiens de services linguistiques désireux de prendre un tel engagement peuvent entrer en contact avec les écoles et établir des relations de travail avec elles afin de les aider à atteindre les objectifs énoncés pour ce fonds. Les écoles élaborent alors une proposition de projet conjointe avec le fournisseur, présentent une demande de financement pour le projet, puis concluent un marché avec le fournisseur en vue de réaliser le programme.

### ***Subvention multidimensionnelle pour la technologie de l'information***

En juillet 2004, le Bureau de l'éducation et de la main-d'oeuvre (EMB) a fusionné quatre régimes de financement afin de créer la Subvention multidimensionnelle pour la technologie de l'information (*CITG – Composite Information Technology Grant*). Cette subvention tient toujours compte, pour l'allocation de fonds, des exigences relatives à la mise en oeuvre permanente de la TI dans le milieu de l'éducation, notamment en ce qui a trait à l'achat de fournitures renouvelables connexes, aux ressources d'apprentissage et d'enseignement, et au perfectionnement professionnel continu.

Le gouvernement a également préparé un plan d'action en matière de culture informatique à l'intention des étudiants de Hong Kong comportant un mécanisme d'incitation pour le développement de logiciels en vue de combler les besoins futurs dans ce secteur.

Les écoles peuvent obtenir du financement en présentant une demande exprimant leurs besoins. Le Fonds pour la qualité de l'éducation procure des fonds correspondants sur une base permanente. Il est possible de trouver des renseignements détaillés sur les fonds réservés au mécanisme d'incitation au développement de logiciels sur le site Web du EMB. Les fournisseurs de formation linguistique doivent entrer directement en communication avec le milieu scolaire et collaborer avec celui-ci pour fournir des services linguistiques informatisés.

### ***Langue d'enseignement***

Le gouvernement de Hong Kong s'est donné pour objectif que ses citoyens et citoyennes de la prochaine génération puissent lire et écrire dans deux langues (chinois et anglais) et communiquer oralement dans trois langues (gangdonghua, putonghua et anglais).

Depuis toujours, le gouvernement de Hong Kong considère que la connaissance de l'anglais est l'élément clé qui contribue à rendre une collectivité cosmopolite et concurrentielle. Pour cette raison, il accorde une grande importance à la maîtrise de la langue de la part de ses jeunes et assume la responsabilité d'appuyer l'éducation en anglais.

Toutes les écoles internationales doivent se doter d'une section d'enseignement de l'anglais. Toutes celles dont la langue d'enseignement n'est pas le chinois ou l'anglais (c.-à-d., les écoles coréennes, japonaises et françaises internationales) doivent également offrir un volet de langue anglaise en plus de la langue d'enseignement qui y est en vigueur. Le programme d'études britannique est d'ordinaire le programme d'enseignement privilégié.

L'apprentissage du putonghua est en train de devenir aussi important, à Hong Kong, que l'apprentissage de l'anglais, ce qui va de plus en plus dans le sens des politiques et de la planification actuelle touchant le développement langagier pour l'avenir de Hong Kong. Les protagonistes de la formation linguistique prennent conscience que la bonne connaissance du putonghua revêt une connotation émotionnelle, c'est-à-dire que

l'apprentissage de la langue de la Chine continentale contribuerait, dans une certaine mesure, au sentiment d'appartenance de Hong Kong à une plus vaste famille culturelle. Toutes les écoles ont donc inclus une certaine part de putonghua dans leurs programmes de langues.

Les écoles secondaires locales sont classées selon que les cours y sont donnés en anglais (*EMI*) ou en chinois (*CMI*). Il y a 112 écoles secondaires *EMI*, 23 écoles internationales et 384 écoles *CMI*. Les fournisseurs de services linguistiques seront particulièrement intéressés par les élèves qui obtiennent leur diplôme d'une école *CMI* et qui doivent poursuivre leur apprentissage de l'anglais. Pour leur part, les universités et collèges canadiens s'intéresseront aux diplômés des écoles *EMI*. Plusieurs de ces derniers continuent d'avoir besoin d'assistance, dans une certaine mesure, pour perfectionner leurs compétences linguistiques en anglais.

Hong Kong s'emploie à achever la rédaction d'un rapport portant sur la langue d'enseignement qui vise à fournir des orientations à l'intention des écoles pour les aider à déterminer si les cours doivent être donnés, à l'avenir, en anglais ou en chinois, ou dans les deux langues. À l'heure actuelle, le gouvernement s'est également engagé à donner les cours dans la langue maternelle au sein des écoles locales.

### ***Évaluation des connaissances linguistiques***

Les élèves de Hong Kong qui souhaitent étudier à l'étranger sont tenus, conformément aux critères d'admissibilité, de fournir leur note obtenue à l'épreuve de compétence en anglais. Plusieurs petits centres linguistiques, organismes d'études à l'étranger, centres linguistiques offrant des services complets et établissements d'enseignement donnent des cours en vue de préparer les élèves aux examens.

Le gouvernement a entamé l'évaluation du rendement des professeurs et de ses fonctionnaires en créant trois initiatives gouvernementales : la Campagne pour l'anglais en milieu de travail (*WEC – Workplace English Campaign*), le Fonds pour l'éducation permanente (*CEF – Continuing Education Fund*) et le Programme d'évaluation du rendement et du perfectionnement linguistique des professeurs (*Teacher Language Proficiency Training/Testing Programme*). L'établissement de niveaux de compétence linguistique au sein des entreprises et des industries est un autre indice que l'évaluation des compétences en anglais s'inscrit de plus en plus dans la culture d'acquisition du langage à Hong Kong.

L'Autorité d'évaluation et des examens à Hong Kong (*HKEAA – Hong Kong Examinations and Assessment Authority*) détermine quels examens peuvent être utilisés pour les cours donnés dans le cadre du *WEC* et du *CEF*. Les fournisseurs canadiens doivent savoir que des examens particuliers sont prescrits pour l'anglais et le français.

Des tests de langue spécifiques sont approuvés en fonction des motifs ayant poussé à suivre un cours. Bien que plusieurs différents tests linguistiques soient disponibles, le plus utilisé est l'*International English Language Testing System (IELTS)*. L'*IELTS* est la propriété conjointe du *British Council*, de *IDP*, d'*IELTS Australia* et du *University of*

*Cambridge ESOL Examinations*, qui se chargent aussi de son élaboration et de le faire passer. Le Bureau de la fonction publique a recours à ce test pour évaluer les connaissances linguistiques des employés éventuels du secteur public. Les collèges et les universités s'en servent, en outre, comme test de fin d'études. Les élèves qui projettent d'aller étudier en Australie ou au Royaume-Uni doivent également se préparer à passer l'*IELTS* pour être admis dans un établissement d'enseignement.

L'*IELTS* propose deux tests : l'un sert à évaluer la maîtrise générale de la langue, tandis que l'autre permet de vérifier la capacité de l'élève à poursuivre des études supérieures. Le gouvernement canadien a recours à l'*IELTS* de niveau général afin de déterminer la capacité linguistique d'une personne pour les besoins de l'immigration, ainsi qu'au *Canadian English Language Proficiency Index Test* de l'Université de la Colombie-Britannique. Le *Test of English as a Foreign Language (TOEFL)* est, pour sa part, peu prisé. En effet, certains estiment que le test *TOEFL* est dépassé, surtout s'il est offert en Chine, et il est de moins en moins utilisé comme test de langue anglaise à Hong Kong. Toutefois, la nouvelle version du test *TOEFL* pourrait changer cette opinion.

Le *Canadian Academic English Language Test (CAEL)* est le seul test canadien disponible à Hong Kong. Le *CAEL*, élaboré par l'Université Carleton à titre de solution canadienne de rechange aux tests *IELTS* et *TOEFL*, est géré par le Réseau des centres d'éducation canadiens.

Les écoles étrangères qui ont élaboré leurs propres tests concluent des ententes avec l'Autorité d'évaluation et des examens à Hong Kong (*HKEAA*) afin de les administrer localement.

### ***Apprentissage linguistique assisté par ordinateur***

La mise en place de la technologie de l'information dans l'éducation est un autre centre d'intérêt principal du gouvernement. En 1998, le gouvernement lançait une stratégie quinquennale intitulée « La technologie de l'information pour l'apprentissage à l'aube de la nouvelle ère » (*Information Technology for Learning in a New Era*) afin de fournir des directives et des méthodes en vue d'intégrer la technologie à l'éducation. Peu après, il publiait le document *La technologie de l'information pour l'apprentissage à l'aube de la nouvelle ère : une stratégie quinquennale 1998/99 à 2002/03* » (*Information Technology for Learning in a New Era: Five Year Strategy – 1998/99 to 2002/03*). En 2003, le gouvernement entamait un examen et un processus de consultation et publiait le rapport intitulé *Vers la technologie dans l'éducation : Allons de l'avant, mars 2004* (*Toward Technology in Education: Way Forward: March 2004*). Ce dernier évaluait les réalisations jusqu'à ce jour, énonçait une vision pour l'avenir, passait en revue les plans pour atteindre des objectifs stratégiques et exposait des propositions concernant la mise en œuvre, notamment l'affectation des fonds.

Une évaluation effectuée en 2004 a révélé qu'en moyenne, chaque école primaire possédait 91 ordinateurs, alors que chaque école secondaire en possédait 247. Ces chiffres se situent bien au-delà de l'objectif fixé, à l'origine, pour chaque groupe, qui

était de 40 ordinateurs par école primaire et de 82 ordinateurs par école secondaire. Quoi qu'on ait élaboré plusieurs ressources éducationnelles électroniques, leur qualité demeure toujours une préoccupation, puisqu'elles ne répondent pas aux besoins des écoles. La localisation de ressources électroniques représente un autre problème, c'est-à-dire que les écoles, les enseignants, les établissements d'enseignement postsecondaires et le secteur privé ont de la difficulté à accéder à du matériel de qualité.

De façon générale, les écoles bénéficient d'une connexion à Internet par l'intermédiaire d'un réseau à large bande. Plus de 60 % d'entre elles ont accès à un réseau à fibres optiques et profitent d'une largeur de bande allant de 10 à 100 mbps. Plus de 95 % des écoles interrogées à l'occasion d'un sondage mené récemment ont élaboré leur propre site Web, et plus de 60 % d'entre elles ont accès à l'intranet et à un environnement de gestion de la formation. D'après une enquête menée en 2003 par le ministère du Recensement et de la Statistique (*Census and Statistics Department*), 91 % des élèves âgés de 10 ans ou plus possédaient un ordinateur à la maison. De ce nombre, 93 % avaient accès à Internet.

La stratégie quinquennale s'attache, en outre, à perfectionner les compétences et les connaissances des professeurs. À la fin de l'année scolaire 2002-2003, tous les enseignants (ils sont environ 50 600, y compris les 4 600 aides-enseignants) avaient réussi le niveau de base de la formation en TI, 35 600 (77 %) avait terminé le niveau intermédiaire, 12 500 (27 %) avaient complété le niveau intermédiaire supérieur et 2 600 (6 %) avaient achevé le niveau avancé.

Le portail d'éducation *Hong Kong Education City (HKEdCity)*, parrainé par le Bureau de l'éducation et de la main-d'œuvre (EMB), met en valeur la TI comme élément clé favorisant une éducation de qualité et l'acquisition continue du savoir. Ce portail est largement utilisé par les élèves et les professeurs qui désirent converser sur le Web. Le portail comporte une section sur l'anglais où l'on présente des ressources à l'intention des professeurs en vue de préconiser l'apprentissage de la langue anglaise.

Le gouvernement continue d'accorder son soutien au portail *HKEdCity*, lequel est en train de concevoir des moyens d'améliorer son efficacité à titre de plate-forme d'apprentissage et de commerce électronique pour les professeurs, les parents et les élèves.

Quelque 20 écoles de divers districts prennent part à l'implantation d'un réseau territorial de « Centres de perfectionnement en TI pour l'éducation » (*Centres of Excellence on IT in Education*). Les centres conseillent les écoles sur la mise en place des systèmes et des réseaux, sur la formation des professeurs et les activités visant à faire connaître la TI, et sur les façons d'intégrer la TI au programme d'enseignement. Les centres se sont également avérés efficaces pour gérer les technologies de pointe et les méthodes d'enseignement ayant recours à ces dernières. Le gouvernement a commencé à transformer les centres de perfectionnement en centres d'apprentissage en vue de parfaire les compétences des professeurs par le biais d'échanges sur les règles de l'art. Le gouvernement préconise l'apprentissage en ligne et les partenariats

accrus entre les écoles et le secteur privé. Les enseignants et les directeurs d'école poursuivent leur formation.

Le EMB a récemment publié un document intitulé *Stimuler l'apprentissage et l'enseignement au moyen de la technologie de l'information (Empowering Learning and Teaching with Information Technology)*, lequel comporte des stratégies et des calendriers axés sur l'intégration plus poussée de la TI à l'apprentissage et au processus d'enseignement. Le gouvernement définit actuellement des priorités afin de munir les élèves de compétences, de connaissances et de l'attitude nécessaires pour utiliser efficacement la TI tout au long de leur apprentissage.

Le EMB prépare un Cadre de qualifications (CQ), c'est-à-dire un mécanisme qui uniformise l'assurance de la qualité au sein des différents secteurs de Hong Kong. Le CQ fournira des renseignements clairs sur les normes afférentes aux cours et aux fournisseurs de cours. Cette information permettra aux apprenants de prendre eux-mêmes des mesures pour mettre à jour leurs connaissances.

Dans le but d'affermir la volonté d'engagement au sein du secteur privé, le EMB a mis sur pied des comités consultatifs sur la formation au sein de l'industrie qui sont chargés d'élaborer des normes de formation pour chacun des secteurs d'activité. Chaque comité définira les normes de compétences et les qualités requises pour les différents niveaux de travail, ainsi que les critères d'évaluation. Les comités consultatifs sont formés d'employeurs, d'employés, d'organismes professionnels, de telle sorte que les objectifs en matière de formation soient atteints et que les titres de compétence soient reconnus par tous. Le EMB a déjà réalisé une étude pilote pour le secteur de la TI.

Au niveau tertiaire, les établissements d'enseignement supérieur ont élargi le volet TI de leurs programmes et de leurs cours. Ainsi, ils proposent désormais des programmes qui permettent aux étudiants de se spécialiser dans un domaine particulier, comme le commerce électronique, l'ingénierie informationnelle et le média créateur.

Le Comité de subventions aux universités (*University Grants Committee*) a octroyé du financement à trois universités afin que celles-ci collaborent au projet MegaWeb, un projet de développement destiné à perfectionner l'apprentissage, l'enseignement et les programmes au moyen d'un cadre de travail Web intégré à l'ensemble des universités. Ce projet est sous la coordination de l'Université polytechnique de Hong Kong pour la City University et l'Université chinoise. Le projet e3Learning recevra, pour sa part, du financement aux fins de l'élaboration d'un système d'apprentissage complet sur le Web. Le projet suppose, entre autres, la conception sur place et la création de technologies de pointe (en particulier l'accès mobile à l'apprentissage en ligne), et comprend un volet d'évaluation.

L'équipe de projet a prêté son assistance à près de 161 sous-projets dont 76 ont été, jusqu'à maintenant, évalués. De ce nombre, 14 projets touchaient le domaine linguistique et avaient pour but de remplacer le mode de prestation traditionnel de l'enseignant par la prestation électronique de matériel didactique.

L'Université ouverte de Hong Kong (*OUHK – Open University of Hong Kong*) donne presque exclusivement des cours en ligne, rendant ainsi l'éducation à distance accessible aux adultes en particulier. De ses 20 500 étudiants, 19 900 poursuivent leurs études à distance. L'*OUHK* compte six facultés, notamment l'École des sciences de l'éducation et des langues (*School of Education and Languages*) qui offre différents programmes allant jusqu'au niveau du doctorat. Chaque programme comporte des composantes en ligne pour lesquelles on propose de l'enseignement de type tutoriel en salle de classe et virtuel.

Huit universités publiques se sont regroupées afin de créer une communauté de ressources éducatives qui a conduit à la création de *LEARNet*, un service en ligne de partage de ressources de qualité en éducation parmi les établissements d'enseignement supérieur à Hong Kong.

Trois caractéristiques définissent *LEARNet* :

- il utilise la puissance d'Internet et les normes du langage XML accepté internationalement afin de mettre à la disposition des professeurs et des étudiants du matériel didactique crédible, pertinent et approprié;
- il fournit de l'aide financière, technique et pédagogique aux éditeurs de contenu;
- il offre des services d'aide et d'évaluation à l'intention des éditeurs et des utilisateurs d'objets d'apprentissage, et formule des commentaires.

Parmi les ressources que préconise *LEARNet*, on retrouve deux dépositaire canadiens, soit *Broadband Enabled Lifelong Learning Environment (BELLE)* et *Campus Alberta Repository of Educational Objects (CAREO)*.

Le gouvernement estime que ces initiatives en matière de TI appuient les objectifs énoncés par le *SCOLAR*. Un certain nombre d'observations exposées dans le rapport du *SCOLAR* sont d'intérêt particulier pour les fournisseurs de services langagiers, notamment deux d'entre elles qui font mention d'une collaboration avec des partenaires étrangers :

- n° 28 : accroître les partenariats avec les *ONG*, le secteur privé et les communautés d'outre-mer en ce qui a trait aux programmes afin de sensibiliser les étudiants à l'utilisation de la TI pour les besoins de l'apprentissage, et donner à ces derniers une optique mondiale;
- n° 65 : collaborer avec des communautés locales et d'outre-mer en vue d'étudier la mise en place d'un centre de recherche à Hong Kong visant à promouvoir les applications de pointe de la TI et à concevoir des moyens créatifs d'utiliser la TI pour les besoins de diverses activités pédagogiques.

### ***Projet des professeurs d'anglais d'origine***

En 1998, le gouvernement donnait le coup d'envoi au Projet des professeurs d'anglais d'origine (*NET – Native English Teacher Scheme*) afin d'assurer la présence, dans les écoles publiques secondaires, de professeurs dont la langue maternelle est l'anglais.

En 2002, le gouvernement mettait en oeuvre le Projet des professeurs d'anglais (langue maternelle) au primaire (*PNET – Primary Native English Teacher Scheme*).

Hong Kong a consacré, cette année, 68 millions \$ pour s'assurer que chaque école publique embauche un professeur dont la langue maternelle est l'anglais (programme NET). Les personnes que le projet NET intéresse doivent communiquer directement avec la Section de placement et du soutien (*Placement and Support Section*) du EMB afin de se renseigner sur les postes à pourvoir. Le Réseau des centres d'éducation canadiens a conclu une entente en vue de fournir des professeurs dont la langue maternelle est l'anglais, et la section NET FAQ, sur le site Web du EMB, présente de l'information utile au sujet de ce projet. Les professeurs étrangers qui ont été embauchés dans le cadre du projet NET ont créé une association de professeurs d'anglais, le *Native English Speaking Teachers' Association (NESTA)*. Le site Web de l'association fournit des renseignements sur l'enseignement et la vie à Hong Kong du point de vue des professeurs.

Bien que l'on compte sur les projets NET pour améliorer la maîtrise de l'anglais chez les élèves, on prévoit également qu'ils jouent un rôle de premier plan pour contribuer au perfectionnement professionnel d'autres professeurs d'anglais. NET contribuera également à promouvoir l'examen continu et l'élaboration des programmes d'anglais fondamentaux dans les écoles primaires. On espère que de ces projets découleront de nouvelles approches pédagogiques dans les écoles.

Au tout début, on affectait un professeur par école secondaire (il y en a présentement 472) et un professeur pour deux écoles primaires. En 2005, le EMB s'est donné pour objectif de doubler le nombre d'affectations dans les écoles primaires (313 à l'heure actuelle) et d'affecter un professeur d'anglais d'origine à chaque école primaire. Les enseignants qui participent aux projets NET et PNET sont recrutés principalement au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande, et doivent obligatoirement être certifiés. Le EMB recherche des personnes qui possèdent une formation en linguistique, plutôt que des personnes ayant obtenu une formation auprès de l'organisme *TESL*, sans avoir suivi de cours officiels en enseignement. En 2005, 152 enseignants canadiens faisaient parti du projet.

Les évaluations des projets NET et PNET sont contrastées. Le gouvernement s'inquiète du roulement élevé des professeurs à chaque année, puisque certains d'entre eux quittent Hong Kong ou se servent du projet NET comme tremplin en vue d'accéder à un emploi dans l'une des écoles internationales. Pour rendre les emplois plus attrayants, le EMB a annoncé, en octobre 2005, une hausse de 7 millions \$ à son budget annuel (portant celui-ci à 68 millions \$), pour encourager un engagement à long terme de la part des professeurs. L'Université de Melbourne et l'Institut de l'éducation de Hong Kong se préparent présentement à effectuer un examen du régime pour le compte du EMB.

Le cadre de travail du EMB comporte des attentes relativement au perfectionnement professionnel des professeurs de façon générale et des professeurs de langues de façon plus spécifique, notamment en ce qui a trait à l'évaluation du rendement et au

perfectionnement linguistique de ces derniers, et à la mise à jour de leurs qualifications acquises.

Ceux qui recherchent des professeurs qualifiés (soit les écoles locales) communiquent habituellement avec des agences de recrutement de professeurs. À l'heure actuelle, le Réseau des centres d'éducation canadiens fournit des professeurs pour les écoles de Hong Kong.

### ***Traduction***

Le Bureau de la fonction publique comporte une Division des langues officielles (*Official Languages Division*) formée de 423 traducteurs, 12 interprètes simultanés et 182 calligraphes qui assurent la prestation de services à l'ensemble de la fonction publique. Bien que la demande pour des services de traduction soit grande, elle concerne surtout la transcription, la correction d'épreuves, la voix hors-champ et les autres services de commercialisation pour les entreprises.

Il convient de mentionner que pour cette industrie particulière du marché, la culture revêt une importance considérable. Il faut savoir qu'il existe une nette différence entre la pratique des affaires à Hong Kong et ce qui se fait ailleurs en Chine. Hong Kong est d'avis que la traduction représente un atout, elle qui s'estime être au premier plan de la mise en valeur des produits et des services à l'intention du reste de la planète, tandis que la Chine est davantage une nouvelle venue sur cette scène. La Chine, pour sa part, perce de plus en plus dans le secteur de la traduction en raison du coût peu élevé de ses services de traduction et d'impression dans la région continentale. Les entreprises canadiennes de traduction pourraient envisager s'associer à des entreprises de la Chine continentale en vue de fournir des services aux entreprises canadiennes.

Les activités du secteur de la traduction à Hong Kong s'articulent autour de la demande émanant de la société de consommateurs émergente qui compte un milliard de consommateurs en Chine seulement et, dans une moindre mesure, de celle du reste de la communauté internationale. Pour la traduction de documents de marketing de l'anglais au chinois, il faut tenir compte de deux différents sinogrammes, soit l'un pour Hong Kong et Macao (chinois traditionnel) et un autre pour la Chine (caractères simplifiés).

Les services de traduction à Hong Kong portent une attention particulière à ce qu'il est convenu d'appeler la commercialisation multiculturelle, c'est-à-dire que les documents traduits doivent non seulement rendre le message exprimé en anglais, mais également permettre à l'entreprise de se positionner sur le plan culturel.

Les gens d'affaires qui rencontrent en personne leurs homologues de la Chine sont ceux qui ont principalement recours aux services d'interprétation. Étant donné les bonnes connaissances de l'anglais des personnes qui oeuvrent au sein du milieu des affaires, l'interprétation est habituellement confiée aux traducteurs internes pour les besoins des réunions d'affaires.

L'interprétation simultanée est quasi inexistante. Les présentations sont faites en anglais ou en guangdonghua et sont accompagnées de ressources imprimées ou électroniques disponibles dans la langue de la présentation ou bilingues.

Un certain nombre d'entreprises locales et étrangères fournissent également toute une gamme de services linguistiques, notamment en traduction.

Quatre universités offrent des programmes de traduction. Il s'agit de la Faculté de traduction de l'Université Lingam, de la Faculté de traduction et de linguistique chinoise de la City University de Hong Kong, du Centre de traduction de l'Université Baptist et de la Faculté de traduction de l'Université Chinoise de Hong Kong.

La Société de traduction de Hong Kong (*Hong Kong Translation Society*) est une association professionnelle à but non lucratif qui s'est donnée pour mandat d'accroître les normes de traduction et le professionnalisme de ses membres (à l'oral et à l'écrit). Il s'agit d'une excellente source d'information pour les fournisseurs qui se disent intéressés à faire des affaires à Hong Kong. La Société organise des déjeuners-causeries, ainsi que des colloques et des conférences, en plus de publier un bulletin trimestriel sur la traduction, qui fournissent de précieux renseignements sur les particularités des besoins de traduction à Hong Kong et en Chine.

---

## Débouchés

### *Programmes locaux*

Les écoles de Hong Kong tentent de trouver des programmes de formation qui permettraient d'intégrer une perspective internationale à l'enseignement de l'anglais langue seconde. Le ministère de l'Éducation de l'état de l'Australie méridionale, par exemple, vient d'achever une importante phase de formation sur le thème de l'ALS dans l'enseignement ordinaire destinée à dix-sept écoles. Le projet PNET fait présentement l'objet d'une évaluation conjointe de l'Université de Melbourne et de l'Institut de l'éducation de Hong Kong.

Les collèges et les universités ont la possibilité d'obtenir des subventions et de bénéficier d'autres régimes de financement s'ils sont prêts à offrir des programmes de formation à Hong Kong. La plupart des 28 000 nouvelles places promises dans l'exposé de principes de l'année 2000 seront au niveau de la formation universitaire courte de deux ans ou du grade d'associé. Selon toute probabilité, plusieurs étudiants voudront convertir leur formation universitaire courte de deux ans ou leur grade d'associé en études universitaires de premier cycle. On s'attend à ce qu'une telle demande commence à se faire plus pressante dès 2007.

En raison du nombre de plus en plus élevé d'étudiants qui suivent un programme menant à un grade, le nombre de cours de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> cycles continuera d'augmenter. La langue sera encore et toujours un problème pour plusieurs. Le gouvernement veut obtenir l'appui de fournisseurs non locaux et offrira à ces derniers des stimulants financiers. Les fournisseurs non locaux pourraient joindre un cours de perfectionnement

de la langue à la première partie d'un programme collégial ou menant à un grade suivi à Hong Kong, puis les étudiants pourraient poursuivre le programme d'études au Canada. Les établissements canadiens ont l'occasion d'offrir des programmes de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles à Hong Kong.

### ***Recrutement des étudiants- étudier à l'étranger***

Le secteur des études à l'étranger de Hong Kong est évalué à près de 1,85 milliard \$. En mai 2002, 74 100 citoyens de Hong Kong âgés de 25 ans ou moins, représentant près de 3 % des 60 900 ménages de Hong Kong, étudiaient à l'étranger. Plus du quart (26 %) de ces étudiants poursuivaient des études au Canada, 22 % en Australie, 22 % au Royaume-Uni et 18 % aux États-Unis.

La plupart des étudiants qui poursuivent leurs études à l'étranger sont victimes du nombre limité de places au deuxième cycle du secondaire parce que le nombre de places au niveau postsecondaire est limité.

Les étudiants qui prévoient présenter directement une demande à un collège ou à une université, doivent prendre une décision dès l'automne. Les universités australiennes sont les premières à recruter des étudiants, car leur année scolaire commence en janvier, ce qui oblige ceux qui se destinent à des études universitaires à penser tôt à ce qu'ils veulent faire. Néanmoins, la plupart des étudiants et des parents commencent à prendre des décisions immédiatement après le Nouvel An chinois ou juste après avoir passé leurs examens *HKCEE*. La venue de la nouvelle année lunaire est une incitation pour les parents à envisager sérieusement ce qui convient pour leur enfant.

Les élèves qui ont fréquenté une école *CMI*, et plusieurs de ceux qui fréquentaient une école *EMI*, doivent parfaire leurs connaissances de l'anglais dès leur arrivée. Seules quelques écoles internationales restreignent l'inscription aux étudiants dont la langue maternelle est l'anglais. Par conséquent, même des étudiants internationaux auront besoin d'assistance.

La concurrence provient des collèges techniques et d'études complémentaires (*TAFE – technical and further education college*) de l'Australie où les étudiants ont l'impression de compléter leur formation linguistique dans un collège, ils ont ensuite la possibilité de poursuivre leurs études à l'université. Étant donné que Hong Kong élabore des programmes de grade d'associé ou de formation universitaire courte, les étudiants sont davantage sensibilisés à l'idée de collège communautaire et l'accepte, ce qui n'est toujours pas le cas en Chine.

Les établissements d'enseignement ont recours à une combinaison de méthodes pour le recrutement des étudiants :

- La plupart des étudiants locaux demandent l'aide d'un organisme d'études à l'étranger pour choisir une école au Canada. Les établissements canadiens concluent des ententes avec des organismes locaux afin que ceux-ci les fassent connaître dans leur brochure destinée aux étudiants et aux parents, et qu'ils distribuent des documents de promotion à leur sujet. Les organismes s'occupent

de tout, y compris de percevoir les droits de scolarité et d'aider les étudiants à présenter leur demande de permis d'études.

- Les agents offrent également la possibilité aux représentants d'animer des réunions à l'intention des parents d'étudiants éventuels lorsqu'ils se trouvent à Hong Kong. Les établissements ne sont pas tenus de prendre part à ce processus, mais doivent prévoir une visite annuelle ou semestrielle de leur représentant en vue d'informer l'agent des faits nouveaux. Les agents font la promotion de l'événement et invitent leurs clients qui sont intéressés à étudier au Canada.
- De nombreuses écoles tirent avantage des salons de recrutement des étudiants. Il arrive parfois que les salons soient axés sur un pays en particulier, mais la plupart sont organisés par des agents locaux et visent à faire connaître les écoles de plusieurs pays. Trois salons d'études au Canada ont lieu pendant l'année, dont deux sont organisés par le Réseau CÉC, alors que le troisième est organisé par les Services d'éducation internationale (*International Education Services*). Ces deux organisations sont basées à Vancouver et ont des bureaux à Hong Kong.
- Le recrutement des élèves pour les études à l'étranger devient de plus en plus concurrentiel. Une enquête menée auprès des missions de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Grande-Bretagne et des États-Unis révèle une diminution générale du nombre de demandes des élèves. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis ont affecté à leur mission un représentant en éducation dont le mandat est d'épauler le secteur de l'éducation. Des agents sont disponibles pour assister les parents, les élèves, les agents et les écoles.

Un marché encore inexploité comprend les titulaires d'un passeport canadien, lesquels sont, en grande partie, ignorés des agents. Étant donné que les Canadiens n'ont pas besoin d'un permis d'études ou d'un visa pour étudier au Canada, ils ne constituent pas une source de revenus pour les agents. Toutefois, même si une personne est titulaire d'un passeport canadien, cela ne veut pas dire qu'elle parle anglais. Les fournisseurs de services linguistiques auraient avantage à élaborer d'autres stratégies pour attirer les personnes de ce groupe.

Au niveau local, les journaux en chinois et en anglais parlent régulièrement de l'éducation et de l'industrie langagière. Plusieurs journaux renferment un supplément sur l'éducation consacré aux possibilités d'études à l'étranger. Ces suppléments sont habituellement publiés pendant les périodes où les élèves doivent faire un choix pour l'année suivante. Par conséquent, la majorité des journaux proposent un supplément en juillet.

Les suppléments sur l'éducation sont publiés pour coïncider avec les résultats des examens *HKALE* et *HKCEE* en juillet et en août respectivement. Le journal de langue anglaise *The South China Morning Post* présente, dans son édition du samedi, une section sur l'éducation qui est confiée à l'éditrice et rédactrice spécialisée en éducation

Katherine Forestier. *Shin Pao*, un journal de langue chinoise présente un article hebdomadaire sur l'éducation.

Les principaux journaux de langue chinoise comprennent une section sur l'éducation et rapportent souvent l'expérience d'élèves poursuivant leurs études dans une école d'outre-mer. La plupart des articles exposent les difficultés que supposent les écoles étrangères, plutôt que les réussites. Deux journaux, *Metro* et *Jiu Jik*, sont distribués gratuitement, et plusieurs écoles y publient leurs annonces.

Les fournisseurs de l'industrie langagière établis à Hong Kong trouveront également des débouchés pour la prestation de services linguistiques du côté des expatriés. Un bon moyen de faire connaître de tels services est de s'associer à des agences immobilières (courtiers en immobilier à Hong Kong) dont le site Web s'adresse spécifiquement aux expatriés. Plusieurs courtiers qui prêtent assistance aux expatriés fournissent ce genre de renseignements sur leur site Web à titre de service communautaire.

Les écoles internationales et certaines écoles locales offrent des occasions de voyages à leurs élèves pendant les semaines de vacances qui ont lieu au cours de l'année scolaire. Des activités hivernales et estivales comportant un volet langue seraient donc intéressantes pour les excursions scolaires organisées par les établissements de Hong Kong.

Tout au long de l'année scolaire de même que pendant l'été, les établissements canadiens peuvent organiser des échanges, des voyages d'études et des activités se déroulant en anglais avec les écoles locales de Hong Kong, et y participer.

### ***Formation des enseignants***

Les initiatives de perfectionnement professionnel et de formation des enseignants en cours d'emploi, mises de l'avant par le gouvernement, permettent aux enseignants d'assister à des colloques ou de prendre part à de la formation à leur intention, à l'étranger. Les professeurs d'anglais devaient obtenir leur qualification professionnelle en 2005 sous peine de se voir retirer leur poste de professeur de langues. La formation se poursuivra cependant. Les attentes touchant le perfectionnement professionnel continu, le financement pour améliorer l'anglais en milieu de travail et la préparation en vue de l'évaluation des compétences, ainsi qu'un système conçu pour améliorer la capacité de lire et d'écrire en anglais, créeront des débouchés dans le domaine de la formation future des enseignants.

L'Université de Queensland, l'Université de technologie de Queensland, la Faculté d'éducation de l'Université d'Australie et l'Université d'Ottago de la Nouvelle-Zélande ont déjà profité de ces débouchés. D'autres occasions existent pour les établissements canadiens de rejoindre les enseignants de Hong Kong et d'organiser, au Canada, des programmes de formation à leur intention.

## **Franchises**

Un fournisseur canadien bien établi peut rechercher un partenaire à Hong Kong qui accepterait de s'associer à une entreprise réputée pour exploiter sa franchise en vue de percer le marché. Des établissements d'enseignement ont également créé des partenariats avec des conseillers en éducation locaux. L'Université de Queensland, d'Australie, est associée à *F & C Consultants* afin d'offrir de la formation à l'intention des enseignants. En consultant les sites Web de *Kaplan Educational* et de *Wall Street Institute*, on peut trouver des renseignements généraux sur l'exploitation d'une franchise.

Les élèves qui demeurent dans les Nouveaux Territoires ou à Kowloon Ouest et qui choisissent de fréquenter une école canadienne doivent effectuer un long trajet. Ces élèves peuvent choisir une école plus rapprochée offrant un programme d'études différent qui n'est pas canadien. Il serait utile de réaliser une étude de faisabilité visant à déterminer si l'implantation d'une école canadienne, peut-être une franchise, dans les Nouveaux Territoires est viable.

## **Préparation au test de langue et évaluation des connaissances linguistiques en anglais**

À Hong Kong, l'*IELTS* a développé un quasi monopole. Quelques ressources sont disponibles pour aider les étudiants à se préparer à l'examen qui est conçu de façon à obtenir une juste appréciation de leurs compétences en anglais de l'Amérique du Nord.

Si le milieu de l'enseignement canadien prête une assistance appropriée, il pourrait y avoir un débouché intéressant, pour les concepteurs canadiens d'examen de compétence linguistique, de percer sur le marché international. À l'heure actuelle, le test *CAEL* de l'Université Carleton est l'examen canadien le plus généralement reconnu. En supposant que tous les établissements canadiens s'entendent pour adopter un ou deux tests de compétence, alors il est fort probable que ces derniers pourraient faire concurrence aux tests *IELTS* et *TOEFL*.

Par ailleurs, plusieurs établissements canadiens ont élaboré leurs propres examens à l'interne pour les besoins d'admission à leurs programmes. Certaines écoles canadiennes ont maintenant recours aux services de l'Autorité d'évaluation et des examens de Hong Kong (*Hong Kong Examinations and Assessment Authority*) (*HKEAA*) qui les recommande pour fins d'évaluation et qui leur font appel en vue de faire passer les examens d'admission pour les universités et collèges. Les fournisseurs qui ont élaboré leurs propres examens d'admission peuvent projeter d'obtenir un agrément auprès du *HKEAA* afin d'administrer localement leur test.

## **Traduction**

Quoi qu'il s'agisse d'un marché plus difficile à pénétrer, il y aura toujours des débouchés pour les fournisseurs de services linguistiques qui souhaitent offrir leurs services aux entreprises et industries. Le Canada a récemment conclu des ententes

avec la Chine en vue de développer davantage les secteurs opérationnel et du tourisme. Certaines agences de voyage de Hong Kong proposent des voyages de groupe à l'intention des groupes de voyageurs de Hong Kong et de la Chine continentale. Il existe des possibilités de conclure des accords dans ce secteur afin de fournir des guides et accompagnateurs bilingues pour les voyages effectués au Canada.

La province de Guangdong, la plus riche province de la Chine et un important centre du secteur manufacturier est contiguë à Hong Kong. Les fournisseurs de services de traduction devraient surveiller étroitement les développements touchant l'Accord de partenariat économique resserré (*CEPA – Closer Economic Partnership Agreement*) entre la Chine, Hong Kong et Macao. Au fur et à mesure que les modalités de cet accord seront mises en oeuvre, des débouchés seront offerts. Une occasion d'affaires encore plus importante découlera du Forum de coopération et de développement des régions du delta de la rivière des Perles (*Pan PRD – Pan-Pearl River Delta Regional Cooperation and Development Forum*)<sup>4</sup>. Lorsque ce marché commun se concrétisera, les fournisseurs bien positionnés réaliseront de bonnes affaires.

Les consommateurs chinois veulent avoir accès aux mêmes produits que ceux de l'ouest. Les entreprises canadiennes qui concluent des alliances stratégiques avec des agences publicitaires ou des entreprises de services de traduction établies à Hong Kong seront mieux placées pour fournir des services appropriés à leurs clients. Toute alliance stratégique conclue avec des services de traduction locaux à Hong Kong ouvrira, aux entreprises canadiennes, de nouvelles portes en vue de faire des affaires avec la Chine et le reste de l'Asie.

### ***Projets courants et prévus***

Hong Kong est prêt à la mondialisation de l'éducation et du fait accueille des partenaires internationaux pour en assurer la réussite.

#### Recrutement pour le Projet des professeurs d'anglais d'origine

Les enseignants canadiens sont recherchés en qualité de professeurs d'anglais d'origine (NET). Le gouvernement de Hong Kong et les écoles locales collaborent présentement avec des agences de recrutement des enseignants dans divers pays en vue d'embaucher des enseignants pour les écoles de Hong Kong. Une attribution supplémentaire est prévue pour environ 300 professeurs NET de plus au primaire. À l'heure actuelle, le Réseau des centres d'éducation canadiens recrute des enseignants canadiens pour les besoins du Projet des professeurs d'anglais d'origine au primaire (*Primary Native English (PNET) program*).

En outre, les fournisseurs de services linguistiques devraient tenir compte de l'occasion qui leur est proposée de préparer des modèles de formation à l'intention des

---

<sup>4</sup> Le Forum Pan PRD est une entente volontaire moins officielle que celle de la communauté européenne ou l'ALENA etc. Il s'agit d'une coopération régionale ciblant 10 industries et dont le but est de développer l'économie du delta de la rivière des Perles. Un excellent survol du Forum se trouve sur le site <http://www.tdctrade.com/econforum/tdc/tdc050201.htm>.

professeurs du projet NET. On recherche des fournisseurs faisant preuve de leadership afin d'élaborer une orientation en matière de langue anglaise pour le monde de l'enseignement, assortie d'un plan d'exécution en vue de modifier les paradigmes scolaires. Proposer de tels changements pourrait s'avérer difficile puisque ces changements auront lieu au sein d'un milieu culturel considéré comme étant impénétrable. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un secteur que des fournisseurs de services linguistiques pourraient développer.

L'Unité des écoles internationales et la Division des écoles du Bureau de l'éducation et de la main-d'œuvre (EMB) a élaboré une liste de personnes-ressources dans les écoles secondaires à l'intention des personnes qui recherchent des postes d'enseignement à Hong Kong ou qui sont intéressées à recruter des professeurs pour Hong Kong. Ces renseignements sont également disponibles sur le site Web du Bureau de l'éducation et de la main-d'œuvre (EMB). Quiconque envisage enseigner dans une école de Hong Kong doit s'inscrire auprès du EMB. L'Unité des écoles internationales se charge de l'évaluation des compétences et de l'inscription.

Il existe différentes possibilités d'enseigner l'anglais langue seconde dans des établissements autres que des écoles locales. Le *British Council* embauche des professeurs d'anglais possédant des compétences et des antécédents particuliers en enseignement afin de donner ses nombreux cours aux élèves qui ne parlent pas l'anglais.

La plupart des écoles internationales à Hong Kong préfèrent recruter elles-mêmes leurs enseignants. Les enseignants et les directeurs d'école canadiens ont une bonne cote dans toutes les écoles internationales et locales. Certaines écoles de Hong Kong envoient des équipes de recrutement au Canada, en février, afin qu'elles participent au Salon du recrutement outre-mer (*Overseas Recruitment Fair*) de l'Université Queen et au Salon *Search Associates*. D'autres confient l'embauche à des agences de recrutement des enseignants, en raison de leurs recommandations, afin de pourvoir les postes d'enseignant.

### Campagne pour l'anglais en milieu de travail

Le Canada possède l'expérience en ce qui a trait à l'élaboration de programmes d'anglais en milieu de travail. D'autres fournisseurs internationaux pénètrent le marché afin de profiter des débouchés actuels, particulièrement mettre en œuvre des programmes de formation linguistique propre à un poste. Les fournisseurs canadiens pourraient s'établir dans des créneaux en combinant plusieurs initiatives, soit le perfectionnement professionnel des enseignants, la formation propre à l'emploi et les programmes linguistiques offerts dans le cadre du Fonds pour l'éducation permanente. En raison de la réputation qu'il s'est acquis pour la qualité de ses cours d'anglais langue seconde et l'expérience de ses intervenants en la matière, le Canada serait bien accueilli à Hong Kong.

## L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

### La compétence locale

Hong Kong a pris d'impressionnants engagements financiers pour ce qui est du développement langagier en créant le Programme de subvention d'encouragement pour le perfectionnement professionnel des professeurs de langues (*Professional Development Incentive Grant Scheme for Language Teachers*), le Programme d'évaluation du rendement et du perfectionnement linguistique des professeurs (*Teacher Language Proficiency Training/Testing Program*), le Cadre de qualifications pour les professeurs (*Qualifications Framework for Teachers*), le Fonds pour l'éducation permanente (*Continuing Education Fund*) et la Campagne pour l'anglais en milieu de travail (*Workplace English Scheme*).

### Concurrence internationale

Hong Kong a constaté la perte économique que représente le secteur des études à l'étranger et a également reconnu qu'elle ne pouvait pas atteindre ses objectifs s'elle ne bénéficiait pas d'un appui extérieur. Pour attirer les fournisseurs non locaux, Hong Kong propose, au moyen de ses mesures de soutien au financement à l'intention des établissements, des stimulants intéressants pour attirer les fournisseurs étrangers.

Par conséquent, les fournisseurs australiens, britanniques et américains sont en train de s'implanter à Hong Kong tout comme les fournisseurs néo-zélandais, grâce à l'organisme *Export Education*. Il existe suffisamment de débouchés pour que les fournisseurs canadiens emboîtent eux aussi le pas.

Des fonds supplémentaires sont disponibles pour les fournisseurs qui sont en mesure de répondre aux critères définis en matière de formation linguistique. Les établissements canadiens qui offrent un programme à Hong Kong, soit de leur propre chef ou en association avec un établissement local, en tireront des avantages à court terme. C'est toutefois l'effet à long terme de l'image de marque du fournisseur, grâce à sa présence locale, qui procurera des retombées dans d'autres domaines de compétence, des deux côtés du Pacifique, et ouvrira la voie à de futurs débouchés. De toute évidence, les universités de Hong Kong accueilleront favorablement tout bon partenariat avec des établissements canadiens.

Les principaux concurrents du Canada à Hong Kong sont l'Australie, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et la Chine.

### **Australie**

L'Australie est le pays le plus dynamique en ce qui a trait à la commercialisation des services de formation linguistique à Hong Kong. Contrairement au Canada et aux États-Unis, l'Australie considère que l'éducation doit être génératrice de revenus et elle envisage l'enseignement supérieur comme un secteur d'activité à part entière. L'éducation, qui représente le quatrième secteur du commerce en importance en

Australie, a donné lieu à des retombées économiques au pays, de l'ordre de 4,4 milliards \$ de janvier à septembre 2004.

*IDP Education Australia Limited (IDP)*, un organisme à but non lucratif indépendant qui est l'équivalent du Réseau CÉC, assure la présence du marché australien de la formation linguistique à Hong Kong. Il procure, par le biais de ce réseau, l'accès à des services éducatifs et de perfectionnement, ainsi qu'à l'expertise et aux ressources intellectuelles de l'Australie. *IDP* appartient à 38 universités australiennes représentant tous les secteurs de l'éducation. Il fournit de l'information sur plus de 1 000 établissements australiens, notamment sur les universités, les instituts de formation et d'enseignement professionnels, les écoles et les collèges de langue anglaise, aux étudiants intéressés à poursuivre leurs études en Australie. Les statistiques de *IDP* révèlent qu'environ 15 000 étudiants originaires de Hong Kong sont venus étudier en Australie en 2003.

*IDP* aide les étudiants internationaux à s'inscrire dans les établissements d'enseignement australiens, procure au niveau international un soutien visant à faire appel à l'expertise australienne en matière d'éducation et aide à la gestion des systèmes éducatifs à l'étranger. *IDP* est également responsable de la gestion d'une série de projets en partenariat avec des établissements d'enseignement, des sociétés, des agences et des organismes gouvernementaux, tels que *AusAID*, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (*Asian Development Bank*).

Les services offerts par *IDP* comprennent : la consultation pour les étudiants, l'aide à l'inscription dans l'établissement choisi au moyen, entre autres, d'un service d'inscription en ligne (*IDP Global Apply Online*), l'assistance pour faire une demande de visa, les publications étudiantes et les sites Web multilingues, les activités promotionnelles et les salons de l'éducation australiens, ainsi que la gestion des bourses d'études et des bourses de recherche.

*IDP* publie également un magazine étudiant intitulé *SWaP*. Il s'agit d'un magazine passionnant et dynamique qui s'adresse aux futurs étudiants internationaux. Les magazines *SWaP* et les magazines Web sont conçus pour répondre aux besoins des marchés des pays concernés et ils sont traduits dans les langues cibles. À Hong Kong, *SWaP* paraît en chinois (sinogramme traditionnel).

À Hong Kong, on note une prédominance des universités et des collèges ayant obtenu leur agrément auprès du Conseil pour l'agrément des programmes de formation à l'enseignement de Hong Kong (*Hong Kong Council for Academic Accreditation*) et autorisés en tant que prestataires de cours pour le Fonds pour l'éducation permanente (*Continuing Education Fund*) et pour la formation professionnelle des enseignants (*Teacher Education Training*). Une école internationale australienne située à Hong Kong pourvoit aux besoins des Australiens expatriés.

La Fondation des écoles anglaises (*English Schools Foundation*) vient de mettre sur pied un programme d'anglais intégré au programme de formation régulier offert par le ministère de l'Éducation de l'Australie méridionale au personnel des 17 écoles faisant partie de la Fondation.

L'Université de Melbourne s'est associée à l'Institut de l'éducation de Hong Kong afin d'évaluer l'efficacité du Programme des professeurs d'anglais d'origine pour le primaire (*Primary Native English Teacher programme*) et d'en rendre compte.

L'Australie reste la cible de choix pour les agences chargées de recruter des étudiants désireux de poursuivre leurs études à l'étranger. Le pays est perçu comme une nation au système très souple et offrant davantage de moyens que les autres d'acquérir une formation universitaire.

L'Australie est également perçue par la collectivité de Hong Kong comme étant très accueillante; les étudiants sont encouragés à poursuivre leurs études en Australie. En 2000, le pays a adopté une loi intitulée la « *Loi sur les services d'enseignement offerts aux étudiants étrangers* » (*The Education Services to Overseas Students Act*), laquelle donne l'assurance que la nation prendra bien soin des étudiants étrangers. Le consulat australien a affecté du personnel spécialement chargé d'assister les fournisseurs d'enseignement australiens dans leurs démarches ainsi que d'aider les étudiants et leurs parents à satisfaire au processus d'inscription visant à aller étudier en Australie.

En 2004, un des principaux groupes d'entreprises, le *Cheung Kong Group*, en association avec le gouvernement australien, a procédé au lancement du *Australian Endeavour Cheung Kong Scholarship Programme*. Les deux organismes se sont engagés à amasser une somme de 3,9 millions \$ au cours des trois prochaines années afin d'offrir des possibilités d'échange à 420 étudiants asiatiques et australiens.

### **Nouvelle-Zélande**

La Nouvelle-Zélande est au fait du potentiel commercial et des occasions d'affaires que représente le recrutement d'étudiants et recherche des débouchés sur le marché de la formation linguistique à l'étranger. *Education New Zealand* vient de publier un rapport qui révèle que l'éducation internationale a rapporté à la Nouvelle-Zélande une somme de 1,8 milliard \$ au cours de l'année académique 2003/04. Le ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Zélande (*New Zealand Ministry of Education*), le ministère du Commerce et des Affaires (*New Zealand Trade and Enterprise*), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce (*New Zealand Foreign Affairs and Trade*) et l'organisme *Education New Zealand* ont élaboré une stratégie à deux volets qui vise à faire connaître l'éducation comme secteur du commerce, tant à l'interne (étudiants qui poursuivent leurs études en Nouvelle-Zélande) qu'à l'externe (exportation de services éducatifs à l'étranger).

Le ministère de l'Éducation a adopté des mesures législatives qui visent à réglementer la formation linguistique dans l'industrie en Nouvelle-Zélande. Le Code de pratiques pour le service pastoral des étudiants internationaux (*Code of Practice for the Pastoral Care of International Students*) aborde tous les sujets relatifs aux expériences que vivent les étudiants internationaux installés en Nouvelle-Zélande, depuis les modalités de recrutement jusqu'aux programmes et aux soins auxquels ils ont droit dans le pays. Le Ministère a également mis en place l'Autorité en faveur de l'éducation internationale

(*International Education Appeal Authority*) qui veille à ce que les normes édictées soient respectées et qui se prononce sur les plaintes déposées.

Les établissements qui désirent procéder à l'inscription d'étudiants internationaux doivent signer le Code de pratiques susmentionné. Par conséquent, le financement public est réservé aux établissements signataires dudit Code.

Le Programme d'exportation de l'éducation (*Exporter Education Programme*) du *New Zealand Trade and Enterprise (NZTE)* est un programme qui a pour objectif de stimuler et de favoriser la croissance, au niveau international, des entreprises et des entrepreneurs néo-zélandais sur le plan de la concurrence, de la rentabilité et de la capacité. Cette initiative vise non seulement à aider les fournisseurs de services éducatifs en Nouvelle-Zélande à se tenir prêts à jouer le rôle d'exportateur d'éducation, mais également à offrir des conseils de marketing pertinents afin d'aider les établissements à se tailler une place au sein du marché de la formation linguistique. *NZTE* a calculé que, d'ici 2025, l'éducation internationale générera des recettes annuelles de 5,8 milliards \$ en devises étrangères.

L'organisme *New Zealand Focus* qui a ouvert ses portes au début du mois de septembre 2005 est un centre de détail et d'informations néo-zélandais situé sur l'une des voies de circulation les plus achalandées de Hong Kong. Ayant pour instigateur le [New Zealand Trade and Enterprise](#), il s'agit d'un tout nouveau concept de magasin. Bien que ce centre soit conçu pour favoriser l'émergence de divers intérêts de détail et commerciaux, il offre également une zone spécifique d'information consacrée à l'éducation et gérée par *Education New Zealand*.

Afin de faciliter l'essor du marché de la formation linguistique, *Education New Zealand* organise un grand salon de l'éducation au mois d'août, au moment où sont dévoilés les résultats du certificat d'études de Hong Kong (*HKCEE*). L'organisme propose également des conférences traitant typiquement de la Nouvelle-Zélande à l'intention des agents installés en Nouvelle-Zélande. La conférence qui s'est tenue en octobre de l'année en cours et qui s'adressait aux agents de Hong Kong a affiché complet et n'a pas pu accueillir tous les participants.

Les universités néo-zélandaises s'implantent de plus en plus à Hong Kong. L'Université d'Otago offre désormais un programme de perfectionnement de langue anglaise destiné aux enseignants d'anglais venant de Hong Kong, l'Université Victoria vient de lancer à Hong Kong son tout premier programme de M.B.A. (maîtrise en administration des affaires) et l'Université d'Auckland appuie les associations d'anciens à Hong Kong).

### **Royaume-Uni**

Depuis 1948, le *British Council* fait connaître le système d'éducation britannique à Hong Kong. Il est perçu davantage comme une organisation communautaire plutôt qu'un organisme de promotion des études à l'étranger associé au gouvernement britannique. Situé tout près du Consulat général britannique, l'organisme emploie 200 personnes qui offrent leurs services à 8 000 membres de la collectivité se présentant aux bureaux de l'organisme et à 40 000 autres qui bénéficient de ses

services en ligne. En plus d'agir pour le compte des établissements d'enseignement britanniques, le *British Council* [Trad.] dirige toute une gamme de travaux qui relèvent directement du Bureau de l'éducation et de la main-d'œuvre (*Education and Manpower Bureau*). Le *British Council* espère que ces efforts favoriseront une amélioration générale des normes de la langue anglaise à Hong Kong et l'établissement d'un dialogue entre les décideurs et les pourvoyeurs d'éducation, au Royaume-Uni comme à Hong Kong.

Le *British Council* peut bénéficier de presque tous les programmes de financement offerts par le gouvernement de Hong Kong. Ses activités comprennent, notamment, le perfectionnement des enseignants, l'éducation permanente, l'évaluation des connaissances linguistiques, et des cours remboursables offerts dans le cadre du Projet d'anglais en milieu de travail (*Workplace English Scheme*). Le *British Council* fait office de centre linguistique et propose des programmes de perfectionnement linguistique à toute la population. Il offre des programmes de formation *TESOL* et dispose d'un centre d'apprentissage à distance (*Distance Learning Study Centre*) à l'intention de ceux qui privilégient le téléapprentissage et qui sont inscrits aux programmes d'apprentissage. L'organisme propose également des cours de diverses natures aux apprenants qui ne sont pas anglophones et, pour ce faire, il recrute localement des enseignants de langue anglaise jouissant d'une expertise et de qualifications spécifiques en enseignement.

Les étudiants chinois qui vont poursuivre leurs études au Royaume-Uni engendrent des retombées dans l'économie britannique de 1,1 milliard \$.

En novembre 2004, le ministère britannique pour l'Éducation et les compétences (*British Department for Education and Skills*) a publié le rapport intitulé « Pour une éducation de niveau international : Stratégie internationale pour l'éducation, les compétences et les services offerts aux jeunes » (*Putting the world into world-class education – An International Strategy for Education, Skills and Children's Services*). Le rapport annonce plusieurs stratégies notamment un programme ayant pour but de jumeler chaque école du Royaume-Uni à une école à l'étranger. Hong Kong fait partie des 30 pays qui ont accepté de participer à ce programme. Un financement est disponible pour chaque école, britannique et étrangère, qui participe au programme,

L'*IELTS* (*International English Language Testing System*) a le quasi-monopole de l'évaluation des compétences en anglais, ce système a été adopté par les universités et la fonction publique de Hong Kong.

### **États-Unis**

Les États-Unis proposent divers programmes d'études à l'étranger, notamment des programmes d'échange d'une durée d'un an avec des écoles publiques. The Institute of International Education, un centre américain pour les études à l'étranger, fournit des renseignements sur les écoles américaines aux étudiants de Hong Kong. En 2004, 7 100 étudiants hongkongais ont étudié aux États-Unis, soit une baisse de 2,4 % par rapport à 2003. Hong Kong se classe au 15<sup>e</sup> rang des pays fournisseurs d'étudiants internationaux aux États-Unis.

Dans l'esprit des étudiants de Hong Kong, le fait d'obtenir un diplôme américain est perçu comme un atout. Les salons de l'éducation américains sont toujours très courus. Les agents cherchent à faire affaire avec les écoles américaines dans le but de donner une bonne image de marque à leur agence.

À Hong Kong, on compte davantage de centres linguistiques prestigieux provenant des États-Unis, tels que le *Wall Street Institute*, le *Princeton Review* et le *Kaplan Educational Center*, que de tout autre pays. Pourtant, la réputation des divers établissements d'enseignement secondaires offrant le programme d'études américain varie beaucoup.

Les étudiants américains qui poursuivent leurs études à Hong Kong sont admissibles à une aide financière, soit les bourses d'études *Freeman Awards for Study in Asia*, tandis que les Hongkongais qui désirent étudier aux États-Unis sont admissibles aux bourses d'études Fullbright. Plusieurs autres bourses offertes par Hong Kong sont également disponibles pour ceux qui désirent poursuivre des études aux États-Unis. De nombreuses universités américaines offrent des programmes dans les universités de Hong Kong, par exemple le programme d'études américaines offert à l'Université de Hong Kong.

Certains collèges et universités du Canada ont recours au *TOEFL* américain, ainsi qu'aux tests *IELTS* britannique et australien pour les besoins de l'admission. Le *TOEIC* (*Test of English for International Communication*) est un test officiel d'évaluation des performances utilisé lors de la campagne pour l'anglais en milieu de travail (*Workplace English campaign*). Les étudiants qui désirent présenter une demande dans plusieurs établissements américains doivent passer les examens *SSAT* ou *SAT*. L'Institut international d'éducation (*International Institute of Education*) s'occupe de faire passer et de surveiller les examens *SSAT* à Hong Kong.

## **Chine**

Depuis 2002, les universités chinoises ont envoyé des représentants à Hong Kong dans le but de recruter des étudiants. Depuis, on note un intérêt accru pour les études en langue chinoise en Chine puisque davantage d'étudiants de Hong Kong considèrent que parler couramment le chinois deviendra un important atout pour le commerce. L'entrée de la Chine comme destination pour poursuivre ses études influence le secteur « des études à l'étranger en anglais » en augmentant la concurrence pour ceux qui cherchent à recruter des étudiants. Le fait que la Chine est située à proximité de Hong Kong constitue un atout concurrentiel par rapport au Canada; plus d'étudiants choisissent d'étudier le Putonghua plutôt que l'anglais.

Une étude financé par le Conseil de promotion du commerce (*Trade Development Council*) à Hong Kong et menée par l'Institut de Hong Kong pour la recherche en éducation de l'Université chinoise (*Hong Kong Institute for Educational Research of Chinese University*) cherche à évaluer le potentiel commercial et d'exportation des services éducatifs de Hong Kong. L'étude visera en particulier la Chine continentale comme principal marché et l'enseignement supérieur comme principal service exportable. L'étude examinera la possibilité d'établir des écoles et d'offrir des cours et

des programmes d'enseignement en dehors de Hong Kong, ou d'inscrire des étudiants non résidents dans des universités et des établissements d'enseignement de Hong Kong.

### **Autres nations**

Singapour et à un moindre degré la France, l'Allemagne, la Suisse et les Pays-Bas comptent parmi les autres concurrents du secteur linguistique dans la région. Certains choisissent d'étudier à Singapour parce que ce pays s'est doté d'une politique de marketing agressif en Asie et aussi qu'il en coûte beaucoup moins cher qu'ailleurs d'y séjourner. La Suisse accueille principalement des étudiants dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie. Les Pays-Bas ont deux agents d'éducation à leur consulat à Hong Kong.

### **La position du Canada**

Reconnu comme fournisseur d'un enseignement de haute qualité à un prix abordable, ainsi que pour son multiculturalisme, sa tolérance et la sécurité nationale, le Canada est l'une des cinq destinations privilégiées pour étudier à l'étranger. La part du Canada pour le marché des étudiants de Hong Kong qui étudient à l'étranger est de l'ordre de 500 millions \$. La réputation du Canada en matière d'environnement et sa beauté naturelle procurent un avantage concurrentiel aux établissements d'enseignement du Canada. En outre, la langue canadienne-anglaise écrite s'apparente davantage à celle de Hong Kong, et les Hongkongais sont d'avis que l'accent anglais du Canada est plus neutre et facile à comprendre. Bon nombre de résidents dont un membre de leur famille réside au Canada ou qui sont en relation avec une entreprise du pays songent à venir étudier au Canada.

Le coût des études en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Australie est beaucoup plus élevé, alors que le coût moyen en Nouvelle-Zélande semble être quelque peu inférieur à celui du Canada.

Les étudiants de Hong Kong arrivent au Canada à tout âge en vue d'y étudier. En général, la majorité d'entre eux arrivent après leur année cinq, une fois qu'ils ont passé leurs examens du certificat d'études de Hong Kong (*HKCEE – Hong Kong Certificate of Education Examination*). Ceux d'entre eux qui obtiennent des notes suffisamment bonnes aux examens HKCEE comprennent que s'ils vont au Canada, ils pourront être admis à l'université après avoir achevé leur douzième année, au lieu de rester à Hong Kong pour deux autres années d'études secondaires.

Hong Kong compte 100 000 anciens étudiants d'universités canadiennes et 25 associations actives d'anciens. Plus de 250 000 citoyens canadiens résident à Hong Kong et représentent l'une des principales présences étrangères dans ce pays, selon le Consulat général du Canada à Hong Kong. La Chambre de Commerce du Canada à Hong Kong est la plus grande association canadienne de gens d'affaires à l'extérieur du Canada et l'un des plus importants groupes professionnels d'influence dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Le Canada se distingue principalement sur le marché langagier à Hong Kong par sa présence dans les secteurs de l'éducation et des études à l'étranger (écoles canadiennes, professeurs canadiens dans les écoles internationales et embauchés dans le cadre le projet NET). Des universités canadiennes ont conclu un certain nombre d'ententes de collaboration, touchant principalement la recherche, mais peu ciblent le domaine linguistique.

Trois écoles (*Canadian International School*, *Delia School of Canada* et *Phoenix International School*) proposent le programme d'études conduisant à l'obtention du diplôme d'études secondaires de l'Ontario, alors que la *P.C. Lau Memorial Christian Alliance International School* offre celui menant au diplôme d'études secondaires de la Saskatchewan. La *Canadian International School* et la *Delia School of Canada* sont situées sur l'île de Hong Kong. La *Delia School* a mis sur pied un programme de maternelle à Kowloon. La *Christian Alliance School* est située à Kowloon Est. En 2007, la *Phoenix School* n'offrira plus que le baccalauréat international comme programme d'études.

La *Phoenix International School*, la *Delia School of Canada* et le Conseil scolaire de Toronto ont pris l'initiative d'organiser, à Hong Kong, des cours crédités de l'Ontario pendant l'été.

Trois écoles secondaires privées canadiennes ont un bureau à Hong Kong, soit le *Bond International College* (Toronto, Ontario), le *Bronte College* (Oakville, Ontario) et le *Columbia International College* (Hamilton, Ontario).

Les établissements non locaux d'enseignement postsecondaire qui veulent donner des cours à Hong Kong doivent obtenir leur agrément auprès du Conseil pour l'agrément des programmes de formation à l'enseignement de Hong Kong (*Hong Kong Council for Academic Accreditation*). À l'heure actuelle, dix collèges et universités canadiens sont inscrits au registre local des établissements agréés. Certains établissements sont inscrits en tant qu'entreprise à Hong Kong et ont reçu un numéro d'entreprise. La plupart ont conclu des ententes avec des établissements d'enseignement ou avec des organismes qui offrent des programmes d'éducation. L'Université de la Colombie-Britannique a un bureau ouvert toute la journée à Hong Kong.

La participation canadienne au projet NET compte pour 20 % de l'ensemble des professeurs y prenant part, soit 13 984 000 \$ du budget du EMB alloué au projet NET. Le coût moyen par professeur dans le cadre du projet NET est de 92 000 \$. Les quelque 400 enseignants canadiens travaillant dans des écoles internationales représentent une somme supplémentaire de 36,6 millions \$.

L'Association des universités canadiennes favorise les occasions de jumelage entre les diplômés canadiens de retour au pays. Elle participe activement aux projets de développement communautaire. Elle fournit également des renseignements aux élèves hongkongais qui se disent intéressés à poursuivre leurs études dans une université canadienne.

## **Avantage concurrentiel résultant d'initiatives canadiennes**

Citoyenneté et Immigration Canada présente, à chaque trimestre, des données par l'intermédiaire de son bulletin en ligne, L'Observateur, notamment des statistiques et des renseignements sur l'état actuel du Canada en ce qui a trait aux étudiants étrangers, ainsi que les tendances en matière de citoyenneté et d'immigration.

Quiconque envisage d'exploiter le marché de la formation linguistique à Hong Kong peut s'adresser aux organisations qui suivent à titre de référence.

### ***Consulat général du Canada Hong Kong : section commerciale***

Le Consulat du Canada a affecté une personne au domaine de l'éducation, lequel fait partie d'un vaste portefeuille commercial. La section commerciale du consulat ne bénéficie pas d'une présence publique directe dans le secteur de la formation linguistique, mais peut fournir de précieux conseils à toute personne souhaitant prospecter le marché de Hong Kong.

### ***Le Réseau des centres d'éducation canadiens***

Le Réseau des CÉC est présent sur la scène hongkongaise depuis 1995. Cet organisme qui a pu profiter de capitaux de démarrage du gouvernement canadien, s'autofinance désormais en ayant principalement recours aux droits annuels d'adhésion qu'il perçoit auprès de ses écoles membres. À Hong Kong, le Réseau CÉC fournit des conseils aux étudiants qui veulent poursuivre leurs études au Canada, distribue les brochures d'information de ses écoles membres et prend des mesures pour les faire connaître, et offre un soutien logistique à ses membres qui souhaitent organiser des séances d'information dans ses bureaux à Hong Kong ou y prospecter le marché de la formation linguistique. Ses salons d'éducation canadienne, qui ont lieu en octobre (pour toutes les écoles) et en mars (pour les écoles secondaires), sont axés sur les études au Canada. Les écoles secondaires peuvent tirer parti, au mois d'août, de son programme d'admission tardive à l'intention des élèves s'inscrivant à la dernière minute afin que ceux-ci soient dirigés vers des établissements d'enseignement qui se sont inscrits à ce service.

Le Réseau CÉC possède un bureau d'études à Vancouver. Les établissements membres peuvent accéder à une base de données de recherche et obtenir des analyses du marché à jour sur la région qui les intéresse. Les établissements qui souhaitent bénéficier de ce service doivent être membres du Réseau CÉC.

Le Réseau CÉC tient à jour une liste restreinte d'organismes qui s'emploient à faire connaître le milieu de l'enseignement canadien. Plusieurs des organisations qui collaborent véritablement avec des établissements d'enseignement canadiens n'apparaissent pas sur le site Web du Réseau CÉC. Les établissements qui ne sont pas membres du Réseau CÉC, mais qui sont intéressés à prospecter le marché hongkongais, peuvent obtenir les services du Réseau CÉC pour Hong Kong seulement moyennant des frais.

### ***Chambre de Commerce du Canada à Hong Kong***

La Chambre de Commerce du Canada compte, parmi ses membres, un certain nombre de personnes oeuvrant dans le secteur de l'éducation et bénéficie d'un comité très dynamique en matière d'éducation. Sa série de conférences a d'ailleurs mis en vedette d'illustres conférenciers tels que le docteur Michael Fullan, doyen émérite, Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, le docteur Paul Davenport, recteur, Université de Western Ontario et madame Kim Gordon, directrice, Bishop Strachan School, à Toronto.

### ***Association des Canadiens chinois (Chinese Canadian Association (HK) Ltd.)***

L'Association encourage la coopération entre les collectivités hongkongaise et canadienne, et aborde les préoccupations soulevées par les Canadiens chinois vivant à Hong Kong. Cette association est en grande partie axée sur l'action sociale. Elle réunit des fonds, offre des bourses d'études et siège au conseil d'administration de la *Canadian International School*. Elle peut, en outre, favoriser l'établissement de précieuses relations à Hong Kong.

### **Apprentissage en ligne**

*Univeristas 21 Global*, une école virtuelle d'études supérieures, vante Hong Kong comme étant l'un de ses centres mondiaux. L'école a été établie en tant qu'entreprise commune par 17 universités de partout dans le monde (notamment l'Université de la Colombie-Britannique et l'Université McGill) et *Thompson Learning*. Cette école virtuelle s'est donnée pour mission d'offrir, aux adultes qui travaillent, de l'enseignement de niveau international, à un coût abordable et en misant sur la flexibilité. Grâce à la puissance d'Internet, les étudiants accèdent à une communauté d'apprentissage globale formée de professeurs et d'autres étudiants. Il en découle une riche expérience d'apprentissage interactive et stimulante.

### ***Bureau pour l'économie et le commerce de Hong Kong***

Bien que les locaux du Bureau pour l'économie et le commerce de Hong Kong (*HKETO*) soient situés au Canada, cet organisme est une source précieuse d'aide et d'information pour les fournisseurs qui recherchent des renseignements concernant des débouchés à Hong Kong et qui font preuve de diligence raisonnable par rapport à ces derniers. *HKETO* au Canada, et l'Association canadienne des journalistes coparrainent des bourses d'études à l'intention des étudiants canadiens en journalisme afin que ces derniers puissent séjourner à Hong Kong, dans le cadre de leurs études, et s'initier à cette partie du monde.

## **CLIENTS DU SECTEUR PRIVÉ**

Les trois principaux champs d'activité linguistique du domaine privé sont 1) les possibilités d'études à l'étranger, 2) la formation linguistique dans le secteur de

l'éducation, et 3) la formation linguistique destinée au secteur opérationnel et de la main-d'oeuvre. Hong Kong constate, en outre, une augmentation du nombre de garderies éducatives, de centres préscolaires et d'écoles internationales privés, de centres linguistiques, de centres de formation des entreprises, de centres d'évaluation des connaissances linguistiques, ainsi que de programmes d'anglais en milieu de travail et pour l'éducation permanente.

## **CLIENTS DU SECTEUR PUBLIC**

Les établissements d'enseignement publics de Hong Kong à tous les niveaux recherchent toute une gamme de services, notamment des programmes linguistiques pour les écoles locales, NET, les tests d'évaluation linguistique et la préparation à ces tests.

## **LOGISTIQUE DE MARCHÉ**

### **Organismes d'étude à l'étranger**

Les organismes concluent des ententes officielles avec des établissements d'enseignement étrangers, puis les recommandent. Les organismes s'attendent à ce que les établissements leur versent des droits ou une commission pour chaque étudiant recruté, à moins que l'étudiant ait été recruté par une université. Certains organismes exigent des droits de la part des étudiants ou des parents pour les aider à remplir leur demande de visa et de permis d'études pour le Canada.

Une enquête menée auprès des agents de Hong Kong révèle que la décision des organismes d'études à l'étranger de continuer d'entretenir des relations avec un établissement d'outre-mer dépend de deux principaux facteurs, soit la qualité du programme et le service. Les organismes évaluent le service à partir du nombre de plaintes provenant des parents et des élèves après l'arrivée de ces derniers, la fréquence à laquelle les parents et les agents sont informés des progrès de l'élève, la quantité de correspondances régulières entre l'école et les parents et l'école et l'agent, ainsi que le temps de réponse de la part de l'établissement lorsque des préoccupations sont soulevées à son intention.

La même enquête a fait ressortir que la volonté d'un agent à faire connaître un pays de destination repose largement sur l'expérience de ce dernier au moment de faire affaire avec la section de l'immigration d'un consulat délivrant les permis d'études et les visas.

Les plus grands organismes affectent un ou plusieurs membres de leur personnel au recrutement pour un pays particulier. En plus d'aider au placement général des étudiants, l'employé en charge d'un pays spécifique élabore et met à jour une liste des étudiants dont il est responsable.

La plupart des organismes offrent un service de suivi aux étudiants déjà recrutés par des établissements d'enseignement étrangers. Les établissements linguistiques qui

travaillent avec un agent doivent savoir que les parents et les étudiants s'attendent à ce que l'organisme offrira des services à l'étudiant après son inscription. Les organismes d'études à l'étranger assistent habituellement les étudiants qui doivent présenter des demandes de visa et de permis d'études mais ces derniers aident rarement les titulaires d'un passeport canadien. Plusieurs étudiants canadiens qui ont vécu une grande partie de leur vie à Hong Kong ont besoin d'aide pour présenter une demande dans un établissement d'enseignement qui leur convient. Dans un tel cas, les conseillers en orientation et le Réseau des centres d'éducation canadiens (RCEC) sont de bonnes sources d'assistance pour les Canadiens.

### **Considérations pour percer le marché**

Hong Kong a signé le premier accord de libre-échange avec la Chine continentale par le biais de l'Accord de partenariat économique resserré (*CEPA – Close Economic Partnership Agreement*), tout comme Macao et la province de Guangdong. Cet accord développe les liens qu'entretient Hong Kong avec la région du delta de la rivière des Perles et favorise sa position en tant que porte d'entrée économique vers la Chine.

La prochaine étape en matière de libre-échange s'intitule officiellement « l'étape 9 + 2 » et impliquera les neuf provinces continentales, plus Hong Kong et Macao, une relation qui permettra à toute la Chine méridionale de s'ouvrir au monde. L'imminent Forum de coopération et de développement des régions du delta de la rivière des Perles (*Pan PRD – Pan-Pearl River Delta Regional Cooperation and Development Forum*) est désigné comme étant une Union européenne « en devenir », soit un marché commun regroupant plus de 460 millions de personnes. Hong Kong est déjà l'investisseur principal, l'agent de financement de choix et le centre de services aux entreprises pour la population du grand *PRD* de 50 millions de personnes, les affaires que l'on pourrait faire avec la population *Pan PRD* demeure, pour l'instant, impossible à évaluer.

À l'heure actuelle, 3 800 entreprises étrangères ont établi leur bureau à Hong Kong, alors que plus de 7 500 autres ont opté pour les régions du delta de la rivière des Perles (*Pan PRD*). Une ouverture sur le monde suppose que l'on soit en mesure de faire des affaires en anglais. Les investisseurs du marché de la formation linguistique qui se positionnent dès maintenant dans ce marché seront prêts à répondre ultérieurement aux besoins d'un marché beaucoup plus vaste.

Le conseil suivant vise les nouveaux venus sur le marché qui sont à la recherche de débouchés à long terme :

- Il en coûte cher de maintenir une présence à Hong Kong; il faut donc être prêt à effectuer une étude du secteur de marché visé et se préparer à assumer les coûts de lancement. Les intéressés devraient se renseigner sur la législation en vigueur ainsi que sur le financement potentiel auquel ils pourraient avoir droit pour les aider à démarrer leur entreprise. L'organisme gouvernemental *Invest HongKong* jouit d'une expertise en la matière et alloue des fonds pour aider les entrepreneurs à réaliser leur étude de marché et à procéder au lancement de leur entreprise.

- Les atouts de Hong Kong sont les suivants : une réglementation judiciaire reconnue par une magistrature indépendante, une libre circulation de l'information, une fonction publique efficace, un réseau de communication de niveau international, un système d'impôts simple et peu élevé, aucun contrôle des changes ou aucune entrave au commerce et l'économie la plus libre au monde.
- Le Forum Pan PRD est appelé à devenir une puissante économie régionale intégrée au cœur de laquelle se situera Hong Kong.

Hong Kong offre des incitatifs financiers aux fournisseurs canadiens qui s'implantent localement, et les Canadiens représentent le deuxième groupe d'expatriés en importance à Hong Kong. Quoi qu'il en soit et malgré ces aspects positifs, certains facteurs pourraient avoir une influence négative sur le secteur du marché des « études au Canada » (le secteur le plus pertinent de la formation linguistique pour les Canadiens) à court terme :

- Le taux de natalité, déjà parmi les plus faibles au monde, est à la baisse à Hong Kong ce qui réduit le nombre éventuel d'étudiants hongkongais qui poursuivront leurs études à l'étranger.
- Étant donné que beaucoup de familles ne connaissent personne au Canada, plusieurs estiment que c'est trop loin pour aller y entreprendre des études.
- Le Canada deviendra un endroit beaucoup plus cher qu'auparavant pour y poursuivre des études en raison de la hausse de la valeur du dollar.
- Acquérir une éducation à la chinoise au sein d'une des universités chinoises les plus prestigieuses est considéré comme offrant une meilleure garantie pour l'avenir.
- Les délais relatifs de traitement des demandes pour obtenir un visa et un permis d'étudiant sont devenus un problème.
- Les agents choisissent souvent d'accorder la priorité aux autres pays parce qu'ils comprennent mal les politiques et les pratiques canadiennes en matière de formation linguistique à Hong Kong.
- Hong Kong espère que le continent lui procurera un afflux d'étudiants pour soutenir ses institutions et stimuler éventuellement son économie. Pour les étudiants chinois, Hong Kong représente également la porte d'entrée éventuelle pour le Canada.
- La mise sur pied de programmes menant à des grades d'associés et à des études supérieures ainsi que les incitatifs à l'intention des établissements non locaux en vue de l'établissement de leur présence à Hong Kong, portent à croire qu'un nombre accru d'étudiants décideront de rester à Hong Kong à l'avenir. Les universités de Hong Kong et les autres fournisseurs de services linguistiques locaux sont également en train de mettre sur pied des programmes visant à répondre à la demande dans le domaine de la formation linguistique. Les étudiants continueront à valoriser une éducation canadienne pourvu qu'ils puissent étudier à Hong Kong.

- Les concurrents, particulièrement le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont mis en place des politiques de marketing agressif. L'Australie propose plusieurs options intéressantes aux étudiants.
- Les lacunes au niveau de la reconnaissance de la marque, par exemple dans l'administration des tests pourraient constituer un obstacle.
- Les lois pertinentes à l'industrie langagière sont complexes; il faut consacrer beaucoup de temps afin de déterminer les exigences et de démontrer la conformité.

### ***Pratiques commerciales recommandées***

Le gouvernement de Hong Kong financera les fournisseurs de services linguistiques qui désirent accéder au marché local et prendra des dispositions pour leur prêter assistance. *Invest HongKong* a affecté des membres de son personnel afin d'aider les clients d'outre-mer à s'implanter. Hong Kong est également la porte d'entrée vers la Chine. Il est plus facile, pour les nouveaux fournisseurs, de s'établir d'abord à Hong Kong, puis d'apprendre à connaître la culture de la Chine et ses débouchés avant de s'y installer pour y examiner de près les occasions d'affaires.

Il convient de savoir que le gouvernement chinois promeut avec ardeur un regroupement régional plus solide. Hong Kong et Macao se situent de chaque côté de l'embouchure de la rivière des Perles, laquelle s'écoule depuis la province de Guangdong pour se jeter dans la mer de Chine occidentale. Par conséquent, il est recommandé aux futurs fournisseurs de services linguistiques de prendre en considération l'ensemble de la région du delta de la rivière des Perles.

### ***Normes, certificats et règlements locaux***

Tout programme, quelle que soit sa portée éducative, doit recevoir l'aval du gouvernement. Cette règle concerne, entre autres, les centres linguistiques, les garderies, les cours de musique, d'art et d'informatique après l'école, ainsi que tout autre programme dans le cadre duquel on offre un enseignement.

Des critères stricts ont été établis touchant l'implantation de sections officielles en matière d'éducation, notamment en ce qui a trait à la délivrance de certificats d'aptitude pédagogique, au programme d'études et aux établissements d'enseignement. Plusieurs ordonnances gouvernementales régissent l'implantation et le fonctionnement de tels établissements.

Il faut, en outre, obtenir l'autorisation du Bureau de l'éducation et de la main-d'œuvre (EMB), des services d'incendie, des services d'immeubles et des différents ministères des Services de santé. Des critères particuliers sont en vigueur pour les programmes des maternelles et des centres préscolaires. Les professeurs et les directeurs d'école doivent s'enregistrer auprès du EMB. En 2004, le gouvernement a assoupli ses critères à l'intention des professeurs, des directeurs d'école et des programmes d'études étrangers, mais quiconque veut mettre en oeuvre un programme doit d'abord s'adresser au EMB et demander les autorisations nécessaires.

---

## **APERÇU DU MARCHÉ—MACAO**

### **Renseignements généraux**

Macao a été officiellement colonisée par les Portugais en 1557 pendant la grande époque de l'exploration des Portugais, initiée par le prince Henri le Navigateur, consolidant les centres d'échanges portugais dans la région. Pendant plusieurs années, Macao eut un quasi-monopole sur le commerce entre la Chine et le Japon, ainsi qu'entre ces deux pays et l'Europe. En 1841, les Britanniques se sont installés à Hong Kong, à soixante-dix kilomètres environ de la frontière de Macao. Le commerce est devenu moins prospère à Macao étant donné que le port en eau profonde de Hong Kong attirait davantage les navires. L'importance économique de Macao a décliné lorsque Hong Kong s'est développée et est devenue l'un des principaux centres de commerce du monde. Macao est restée une colonie portugaise jusqu'à ce qu'elle soit rendue à la Chine en décembre 1999. Macao a bénéficié des mêmes conditions que Hong Kong comme zone administrative spéciale, avec la garantie de continuer à fonctionner comme elle l'avait fait jusqu'à présent, pendant encore cinquante ans.

La population de Macao est de 460 000 habitants et se compose de 95 % de Chinois, le reste étant des Portugais, des Macanéens (de descendance mixte chinoise et portugaise) et quelques autres nationalités. L'économie de Macao repose largement sur le tourisme, notamment le jeu, ainsi que sur les feux d'artifice, le textile et la fabrication de vêtements.

Le chinois (guangdonghua) et le portugais sont les deux langues officielles. Le portugais a été traditionnellement la langue d'enseignement dans les écoles de Macao bien que le chinois soit devenu la langue d'enseignement dans la plupart des écoles, alors que le portugais est enseigné comme seconde langue. La plupart des Macanéens parlent maintenant le guangdonghua à la maison. Bien que le portugais soit la langue du gouvernement depuis 400 ans, les documents officiels sont préparés en chinois et en portugais, et quelques-uns sont publiés en anglais pour des raisons pratiques. Le système judiciaire adhère encore au code juridique portugais et, à l'université, les étudiants doivent lire le droit en portugais.

L'anglais est généralement compris dans les hôtels, les zones touristiques et le secteur de la vente au détail. La majorité des touristes viennent du continent ou de Hong Kong, y compris les visiteurs des casinos de Macao. La plupart des touristes occidentaux profitent de leur voyage à Hong Kong pour visiter Macao. Dans une récente étude de l'industrie du jeu, il est apparu que 88,8 % des offres d'emploi exigeaient de parler couramment le putonghua, alors que seulement 54,5 % d'entre elles nécessitaient de parler l'anglais.

### **Enseignement des langues au primaire et au secondaire**

Il est essentiel de bien comprendre le système d'enseignement de Macao pour pouvoir reconnaître les débouchés offerts dans l'industrie de la formation linguistique.

Le système d'éducation relève du Bureau des affaires de l'éducation et de la jeunesse (*DSEJ – Direccao Dos Servicos De Educacao E Juventude*). Le système d'éducation de Macao comprend 20 écoles publiques, 111 écoles privées et 12 établissements d'enseignement supérieur, comportant des écoles locales et internationales. Dans le but de normaliser l'éducation à Macao, le gouvernement macanéen a élaboré un réseau d'enseignement de base universel. En se joignant au réseau de l'éducation de base de Macao, les écoles qui offrent l'enseignement de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année peuvent recevoir un financement du gouvernement. Le financement comprend une subvention pour les professeurs et pour les élèves qui entrent en 10<sup>e</sup> année. Jusqu'à maintenant, 88 écoles privées se sont jointes au réseau.

Les écoles privées ont été principalement mises sur pied par l'église. La majorité d'entre elles sont de confession catholique romaine et l'enseignement y est présenté la plupart du temps en chinois. Le synode luthérien du Missouri a créé un centre linguistique et l'église anglicane a une maternelle dont la langue d'enseignement est l'anglais. Plusieurs organisations laïques ont aussi établi des écoles, toujours de langue chinoise.

Les écoles de Macao sont soit des écoles publiques, des écoles privées qui font partie du réseau de l'éducation de Macao ou des écoles privées indépendantes. Pour la plupart des écoles locales, Macao a suivi un modèle éducationnel familier aux Canadiens, soit douze années d'études, en plus de la maternelle. En pratique, ce système est réparti comme suit : six années d'études primaires, trois années d'études secondaires de premier cycle et trois années d'études secondaires de deuxième cycle. D'autres écoles ont adopté le modèle chinois de six années d'études primaires et six années d'études secondaires, alors que d'autres, principalement les écoles dont la langue d'enseignement est l'anglais, ont adopté le modèle de Hong Kong qui compte sept années d'études secondaires.

La langue d'enseignement est le chinois dans les écoles privées de Macao, l'enseignement est offert en guangdonghua dans 70 % des salles de classe et en putonghua dans les autres. Cinq écoles offrent un enseignement en portugais. Treize écoles utilisent l'anglais comme langue d'enseignement, y compris les écoles locales qui offrent des cours en anglais et des cours en chinois, ainsi que quatre écoles internationales. Il n'y a que très peu de maternelles en anglais; *St. Anthony's English Kindergarten* fait exception. L'anglais est la langue d'enseignement de la section secondaire de sept écoles locales. Plusieurs de ces écoles consacrent également des heures de cours à l'enseignement du putonghua.

Quatre écoles internationales offrent l'enseignement en anglais à Macao. La *School of Nations*, une des plus anciennes écoles, offre des cours de la maternelle à la fin du secondaire. La *Sheng Kung Lai Primary School*, également l'une des plus anciennes écoles de Macao, est dirigée par le diocèse anglican de Hong Kong. Ces deux écoles ont recours au programme de cours du Royaume-Uni. Deux autres écoles sont de souche canadienne. Le *Canadian College of Macao* n'a de canadien que le nom.

La plus récente école de Macao est la *International School of Macao (TIS)*. Fondée par l'ancien coprésident et l'ancien directeur de la *Canadian International School* à Hong Kong, TIS est sur le point d'entreprendre un projet de construction afin d'établir un site permanent à l'Université des sciences et technologies de Macao (*Macao University of Science and Technology*). Le TIS, qui offre actuellement des programmes aux élèves jusqu'à la 9<sup>e</sup> année, décernera sous peu le diplôme d'études secondaires de l'Alberta à l'issue de la 12<sup>e</sup> année. TIS travaille avec un groupe de parents francophones à Macao et a également lancé un programme d'enseignement en français.

Actuellement, 95 075 élèves fréquentent un établissement d'enseignement primaire ou secondaire, soit 10 441 au préscolaire, 36 652 au primaire, 48 364 au secondaire et 618 dans les programmes spéciaux.

Le nombre de « décrocheurs » en 2003/2004 a été le plus élevé en sept ans, avec 4 900 élèves qui ont abandonné l'école avant de terminer leur secondaire. L'emploi dans l'industrie du jeu a été cité comme étant la raison d'un tel phénomène étant donné qu'environ un tiers des élèves qui ont quitté l'école se sont trouvés un emploi dans cette industrie.

### **Enseignement des langues au niveau postsecondaire**

Les établissements d'enseignement supérieur relèvent du Bureau des services d'enseignement postsecondaire (*Gabinete de Apoio ao Ensino Superior [GAES]*), un ministère sous la direction du Secrétaire aux affaires sociales et à la culture (*Secretary for Social Affairs and Culture*) du gouvernement de Macao.

Macao compte presque autant d'établissements universitaires que Hong Kong. Des dix instituts d'enseignement supérieur et deux instituts de recherche, seuls trois peuvent être considérés comme des universités au plein sens du terme. Il s'agit de l'Université de Macao (*University of Macao*), de l'Université polytechnique de Macao (*Macao Polytechnic University*) et de l'Université des sciences et de la technologie de Macao (*Macao University of Science and Technology*). Les autres offrent des programmes d'études spécifiques comme, par exemple, le tourisme, les technologies de l'information, les services de maintien de l'ordre et les sciences infirmières. L'Institut Interuniversitaire (*Inter University Institute*) a commencé à proposer des maîtrises et des doctorats en enseignement.

Le secteur universitaire a commencé à souligner l'importance de perfectionner les compétences en anglais de ses étudiants. L'Université de Macao qui se positionne en tant qu'université internationale offre plusieurs cours dont la langue d'enseignement est l'anglais. L'UM a mis sur pied le Centre de la langue anglaise (*ELC – English Language Center*). Il s'agit d'une unité d'enseignement indépendante constituée en dehors des facultés de base de l'Université afin d'aider les étudiants de Macao à se préparer à rivaliser sur les marchés de l'emploi internationaux en maîtrisant mieux l'anglais. L'Université a également élaboré un cours préuniversitaire qui comprend l'anglais intensif, à l'intention des élèves du secondaire afin de les préparer aux études universitaires. La Faculté d'éducation de l'Université de Macao offre, aux professeurs,

des programmes d'études préalables à l'emploi ou en cours d'emploi, notamment sur l'enseignement de l'anglais au primaire et au secondaire.

L'Université polytechnique de Macao s'est associée à la Fiducie Bell pour l'avancement de l'éducation (*Bell Educational Trust*) de Cambridge, au Royaume-Uni, pour créer le Centre Bell pour l'anglais qui est situé sur le campus de l'université (*MPI – Bell Centre for English at the university*). Ce centre offre une formation EDL de haute qualité incluant une formation personnalisée pour les enseignants et le personnel. Son École des langues et de la traduction (*School of Languages and Translation*) offre des programmes menant à un grade en traduction du chinois à l'anglais et du chinois au portugais. En 2001, l'Université polytechnique de Macao a également parrainé un concours d'expression orale en anglais à l'échelle de Macao comportant des catégories du niveau primaire au niveau universitaire.

L'Université des sciences et de la technologie de Macao (*Macao University of Science and Technology*) a conclu une entente avec l'Université du Sud du Queensland (*USQ – University of Southern Queensland*), en Australie, afin de présenter des programmes de formation intensive d'une durée de quatre semaines à l'*USQ*. Le programme préuniversitaire comprend une composante d'anglais intensif afin d'améliorer les compétences linguistiques des étudiants du secondaire avant leur entrée à l'université.

L'Université ouverte internationale d'Asie (*Asia International Open University*) se dédie à l'enseignement à distance et a signé une entente avec l'Université ouverte de la Colombie-Britannique (*British Columbia Open University*) maintenant affiliée à l'Université de la rivière Thompson (*Thompson River University*) pour offrir des grades assortis de titres de compétences canadiens.

Les fournisseurs étrangers souhaitant donner des cours à Macao doivent en faire la demande auprès du Bureau de l'enseignement postsecondaire (*Tertiary Education Office*) afin d'obtenir une autorisation et de s'enregistrer.

### **Centres linguistiques**

On compte, à Macao, cinq centres linguistiques anglais qui sont officiellement établis et plusieurs centres tutoriaux. Le Centre international de services aux étudiants (*Focus International Student Service Centre*), le Centre linguistique Concordia (*Concordia Language Center*), le Centre d'enseignement international (*International Education Centre*), le Centre linguistique Jingdou (*Jingdou Language Centre*) et le Centre international de formation et de langue anglaise (*International English Language and Training Centre*) offrent une variété de programmes pour tous les âges. Alors que la plupart offrent de la formation visant à acquérir des connaissances linguistiques en anglais, le Centre international de services aux étudiants propose aussi des séances de préparation aux examens tels que l'*IELTS* et le *TOEFL*.

### **Traduction**

La traduction pour le gouvernement répond encore, avant tout, au besoin de traduire vers le chinois et le portugais. Les traductions portugaises et chinoises des documents

sont reconnues officiellement, alors que les traductions anglaises n'existent que pour rendre service aux personnes en ayant besoin.

L'économie de Macao n'est pas assujettie autant que celle de Hong Kong aux services de traduction. En raison du peu d'entreprises de fabrication établies à Macao, on n'y ressent pas un besoin aussi pressant que Hong Kong pour les services de traduction. De nombreux sièges sociaux d'entreprises de fabrication établies dans la province du Guangdong se situent à Hong Kong, et les décisions concernant la traduction sont prises là-bas. C'est aussi à cet endroit qu'est confié le travail. Les grands hôtels de Macao, par le biais de leurs centres d'affaires, peuvent fournir aux visiteurs des services de traduction ou d'interprétation.

L'École des langues et de la traduction de l'Université polytechnique de Macao offre un programme de traduction menant à un grade, du chinois vers l'anglais et du chinois vers le portugais. Le Centre d'affaires international (World Trade Centre) propose à ses membres des services de traduction, et l'entreprise *Next Vector Consultants* offre toute une gamme de services dans ce domaine.

### **Facteurs clés déterminant la croissance du marché**

Macao est différente de Hong Kong à de nombreux égards, surtout en ce qui a trait à l'impact de son progrès économique sur l'industrie de la formation linguistique. En tant que force économique en Asie, le gouvernement de Macao n'a pas considéré qu'il était particulièrement nécessaire de se concentrer sur l'anglais.

Le gouvernement a annoncé son intention d'amender la Loi sur l'enseignement supérieur (*Higher Education Law*) en vue d'offrir des programmes de grade d'associé en plus des programmes universitaires complets. Le site Web *GAES* propose des liens vers d'autres compétences, notamment des liens vers les ministères de l'Éducation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.

Comme c'est le cas à Hong Kong, le statut de la langue et son importance pour Macao transparaissent initialement dans les politiques en matière d'éducation. Macao commence à peine à se pencher sur les réformes dans le secteur de l'éducation. Le gouvernement s'emploie à normaliser le système scolaire secondaire, à mettre en place un programme d'évaluation de l'enseignement supérieur pour 2007, à rendre l'éducation gratuite pour la dernière année de la maternelle et à étendre l'éducation gratuite au niveau secondaire de deuxième cycle. Par contre, le gouvernement n'a pris aucune disposition pour s'occuper de la compétence linguistique anglaise dans les écoles et, par conséquent, il n'y a aucun régime de financement pour l'enseignement de la langue en particulier.

Le gouvernement de Macao ne s'est pas encore penché sur le type de réformes éducatives que l'on trouve à Hong Kong, mais il a néanmoins annoncé la création de trois initiatives qui auront des répercussions sur l'éducation :

- Le Centre d'études sur la qualité de la vie (*CEQV – Centro de Estudos para a Qualidade de Vida*), un centre d'études et de recherches dirigé par le Président

du conseil pour l'Université de Macao, participera à diverses activités en collaboration avec des consultants locaux et internationaux. Les objectifs seront l'emploi, les titres universitaires, les compétences professionnelles, la rémunération et les conditions de travail, l'éducation, la santé et les soins médicaux, la sécurité sociale et l'aide sociale, la sécurité publique, la qualité de la vie et l'environnement, ainsi que la participation des citoyens aux activités communautaires et culturelles, et aux loisirs. Le Centre d'études sur la qualité de la vie a déjà tenu neuf séances de consultation sur l'éducation et les titres universitaires.

- Un projet de loi a été déposé afin d'institutionnaliser le secteur de l'enseignement secondaire à Macao. Le but de ce projet de loi est de normaliser le programme secondaire de trois ans (de la 10<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> années). Bien que de nombreuses écoles décernent un diplôme à la fin de la douzième année, certaines autres proposent une année d'étude supplémentaire concordant avec le modèle britannique.
- Un amendement à la loi touchant l'enseignement supérieur a été proposé. L'amendement prévoit l'introduction d'un système d'évaluation du fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur, de l'enseignement qui y est offert et de la qualité de la recherche qui y a cours. Un mécanisme de contrôle sera proposé et on encouragera l'autogestion. Les cours menant à un diplôme seront normalisés et les établissements d'enseignement supérieur pourront offrir des cours de grade d'associé et accueillir des étudiants talentueux même si ceux-ci n'ont pas terminé la douzième année.

Le Bureau de l'enseignement et de la jeunesse (*Education and Youth Bureau*) a reçu le soutien de la Fondation de Macao (*Macao Foundation*) pour mettre en œuvre un programme afin de fournir du matériel informatique à toutes les écoles de Macao. Le Bureau se concentre sur la mise à niveau du matériel et sur l'approvisionnement en logiciels dans les écoles faisant partie du réseau de l'éducation.

*Schoolteam*, un fournisseur de services éducatifs de Hong Kong, s'est associé à un opérateur de télécommunications de Macao, la *Companhia de Telecomunicacoes de Macao (SARL)*, pour offrir un programme intitulé *OpenBook AnyWhere* conçu à l'intention des personnes n'étant pas anglophones d'origine.

## Débouchés

### À Macao

Macao est un marché émergent pour les fournisseurs de cours de langues; il y a peu d'intervenants et, par conséquent, peu de concurrence. La formation en milieu de travail devrait cibler les industries du jeu et du tourisme. L'accès limité aux écoles internationales et le nombre grandissant d'expatriés laissent à penser que plus d'écoles internationales seraient les bienvenues. Des universités européennes et australiennes commencent à explorer la voie du partenariat. Des partenariats permettant d'offrir un programme canadien partiel à Macao attireraient non seulement des Macanéens, mais aussi des étudiants du continent.

Étant donné le peu d'aide du gouvernement pour l'industrie langagière, les universités de Macao ont relevé le défi en vue d'appuyer l'apprentissage de l'anglais. À l'instar de l'Université de Macao, les principales universités offrent des cours visant une amélioration des normes de la langue anglaise.

Les fournisseurs du marché de la formation linguistique devraient considérer les points suivants :

- Un marché plus important : étant donné que Macao fait partie du delta de la rivière des Perles, l'industrie langagière devrait tenir compte des débouchés possibles dans un contexte géographique beaucoup plus large.
- L'absence de concurrence : il n'y a que très peu de concurrence.
- Des partenariats avec les universités : les principales universités de Macao commencent juste à s'associer à des établissements étrangers mais il n'existe que peu de partenariats avec le Canada.
- La langue et l'industrie du jeu : l'industrie du jeu essaie de développer un marché à l'étranger en attirant les occidentaux à Macao. Elle commence juste à prendre en compte le besoin de formation en anglais pour améliorer son bassin d'employés locaux jouissant de compétences linguistiques et a mis sur pied ses propres programmes de formation. Les fournisseurs intéressés de l'étranger, qui possèdent de l'expérience en formation anglaise pour les secteurs du tourisme et du jeu, peuvent explorer cette voie.
- Les écoles internationales : avec seulement deux écoles internationales offrant le programme intégral de niveau secondaire, et en raison de l'expansion de l'industrie du jeu, d'autres écoles internationales seront nécessaires.
- Le coût pour faire des affaires : le coût pour faire des affaires à Macao est bien inférieur à celui de Hong Kong.

## **Au Canada**

### ***Recrutement des étudiants***

Les débouchés pour l'industrie langagière canadienne de faire des affaires au Canada avec Macao sont semblables à ceux de Hong Kong dans trois domaines, mais à une plus petite échelle. Le gouvernement de Macao n'accorde pas le même financement à la formation linguistique que le gouvernement de Hong Kong.

Le plus important marché regroupe les études à l'étranger et le besoin de soutien en langue anglaise aux étudiants à Macao. Les études secondaires se terminent à la douzième année, et de nombreux élèves qui bénéficient d'un enseignement en anglais ont l'intention d'aller étudier à l'étranger. Il n'y a pas d'examen à l'échelle du territoire, et les élèves commencent tôt à se renseigner sur les cours de base offerts dans les

centres de niveau secondaire ou les centres de langue des établissements postsecondaires.

### **Formation des professeurs**

Les professeurs d'anglais de Macao se montrent intéressés par un perfectionnement de leur niveau d'anglais ou par de la formation en cours d'emploi, et se réjouiraient de pouvoir étudier au Canada. Les écoles individuelles fournissent de l'aide financière. Selon la *International School of Macau*, quelques professeurs posent leur candidature pour devenir aides-enseignants afin d'améliorer leur anglais et d'apprendre les méthodes occidentales sur place. Bien que les professeurs se montrent intéressés, il n'y a aucune structure de soutien à leur intention à l'heure qu'il est.

### **Partenariat avec les universités**

La création de partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur de Macao sera bien accueillie. Les établissements canadiens situés dans des régions du Canada où l'industrie du jeu occupe une place importante pourraient susciter l'intérêt de l'Institut du tourisme (*Institute for Tourism*) et de l'industrie du jeu elle-même en vue d'une collaboration.

## **ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL**

### **Concurrence internationale**

Très peu de gens provenant de quelque pays que ce soit exploitent directement une entreprise à Macao; la plupart des pays ont une présence à Hong Kong. Les universités ont commencé à s'associer à des établissements étrangers. L'Université de Milan (*University of Milan*) a signé un accord avec l'Université polytechnique de Macao (*Macao Polytechnic University*). L'Université de Macao (*University of Macao*) a mis sur pied un Centre d'études européennes (*Centre for European Studies*). Les trois principales universités sont en train d'explorer certaines possibilités avec des universités australiennes.

Le Portugal maintient la plus grande présence et offre des bourses pour étudier en portugais, au Portugal. Le *British Council* étudie la possibilité de collaborer avec l'Université de Macao en vue d'offrir une formation *IELTS*. La présence des États-Unis se limite au Centre de langue anglaise Concordia (*Concordia English Language Center*) créé par le synode de l'église luthérienne du Missouri. Les universités chinoises n'ont pas le même intérêt que celles de Hong Kong pour ce qui est d'attirer des étudiants macanéens. La concurrence se limite à ces quelques initiatives.

### **Position du Canada**

Le Canada et le Portugal sont les seules nations à être présentes officiellement ou officieusement à Macao même. Cependant, la plupart des Macanéens vont à Hong Kong pour accéder aux informations et aux services canadiens. Ils voyagent pour

bénéficier des services du consulat canadien et du Réseau des centres d'éducation canadiens, pour rencontrer les autres membres des associations d'anciens d'universités canadiennes ainsi que des gens d'affaires canadiens. Les grands salons et les conférences ont surtout lieu à Hong Kong bien que les fournisseurs de services langagiers pourraient participer aux semaines des TI éventuelles qui se tiendront à Macao.

La *International School of Macao*, qui offre le programme d'études de la maternelle à la 9<sup>e</sup> année, conclura bientôt une entente avec le ministère de l'Éducation de l'Alberta (*Alberta Learning*) afin d'offrir le diplôme d'études secondaires de l'Alberta à la fin de la 12<sup>e</sup> année. La *International School of Macao* s'est également associée à la communauté francophone pour commencer à donner des cours en français en 2005.

Établi par la Fondation canadienne pour les échanges en éducation (*Canadian Education Exchange Foundation*) en 1988, le *Canadian College of Macao* est inscrit auprès du Bureau des affaires de l'éducation et de la jeunesse (*Education and Youth Affairs Bureau*) en vue d'offrir des cours aux étudiants de la 10<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> années. N'entretenant plus aucun lien officiel avec le Canada, le collège a élaboré son propre programme d'études et décerne son propre diplôme. Environ 25 % des étudiants feront une demande pour aller étudier à l'étranger et font appel à des organismes d'études à l'étranger pour les aider à poser leur candidature auprès des universités et obtenir des visas.

Le Centre international de services aux étudiants (*Focus International Overseas Student Service*) est un organisme d'études à l'étranger appartenant à des intérêts canadiens. Un de ses services est dédié à la poursuite des études au Canada.

Bien que ne se trouvant pas à Macao, deux associations situées au Canada pourraient être utiles aux fournisseurs de formation linguistique intéressés par le marché de Macao. L'Association culturelle de Macao de l'Ouest du Canada (*Casa de Macao em Vancouver*) et la *Casa de Macao no Canada* (Toronto) consacrent leur temps, entre autres, aux relations entre le Canada et Macao.

### **Avantage concurrentiel résultant d'initiatives canadiennes**

La Chambre de Commerce du Canada à Macao a vu le jour en 2005. Plusieurs de ses membres ont des bureaux à Hong Kong, et ont établi d'importantes relations à Macao ou souhaiteraient le faire. La Chambre de Commerce du Canada représente un bon point de départ pour les fournisseurs voulant percer sur le marché de Macao. Le Canada est le seul pays ayant une Chambre de Commerce à Macao.

## **LOGISTIQUE DU MARCHÉ**

### **Considérations pour percer le marché**

À Macao, six organismes d'études à l'étranger viennent en aide aux étudiants souhaitant poursuivre leurs études à l'étranger. Les étudiants titulaires d'un passeport

de la ZAS de Macao devront obtenir à la fois un visa et un permis d'études pour entrer au Canada. Les étudiants titulaires d'un passeport portugais n'ont besoin que du permis d'études.

Les fournisseurs canadiens de cours de langues devraient savoir que les écoles locales de Macao organisent, depuis fort longtemps, des cours pendant l'été. Même si ces cours ne sont pas toujours obligatoires, les élèves se sentent obligés d'y assister et ne pourront donc pas prendre de cours d'anglais à l'étranger durant l'été.

Les fournisseurs de services linguistiques ont souvent ignoré le marché de Macao en raison des principaux facteurs suivants :

- Le temps : les fournisseurs de services linguistiques ont préféré s'établir à Hong Kong pour ensuite traiter directement avec la Chine.
- Le sens du marché : Macao et le Canada ne partagent pas d'histoire. Macao est une collectivité peu connue et, pour cette raison, on tend à l'ignorer.
- La population : Macao est relativement peu peuplée et le marché est donc petit.
- Le taux de natalité : le taux de natalité y est l'un des plus bas en Asie et est presque aussi faible que celui de Hong Kong.
- L'aide gouvernementale : le gouvernement accorde peu d'aide financière pour l'industrie langagière.
- Les tracasseries administratives : le traitement des demandes d'exploiter déposées auprès du gouvernement est très long.
- L'accès à Hong Kong : la plupart des fournisseurs et les Macanéens eux-mêmes se sont résignés à devoir voyager pour accéder aux services.

### ***Pratiques commerciales recommandées***

Plusieurs établissements internationaux et de langue anglaise tiennent des présentations et recrutent directement les élèves. Ces derniers établissent également un contact direct avec les conseillers d'orientation qui leur prêtent une précieuse assistance.

Certains établissements plus reconnus ont créé leur propre association d'anciens, organisent des soupers pour les anciens lorsque le président ou le directeur de l'école leur rend visite et parfois même, prévoient une collation des grades spéciale pour les diplômés de Hong Kong.

Il est important de savoir qu'un grand nombre des élèves provenant de la Chine continentale, en particulier ceux dont l'un des parents travaillent à Hong Kong, font également appel à ces agents pour obtenir de l'aide. Les postulants de la Chine sont intéressés à connaître les particularités du système d'éducation du Canada et à obtenir

des conseils sur le processus de demande de permis d'études et de visa en vue d'étudier au Canada.

## **ÉVÉNEMENTS DE PROMOTION**

### **Hong Kong**

Bien que les salons de l'éducation aient lieu tout au long de l'année, ils sont plus fréquentés du début juin à la mi-août. Des salons sont prévus à chaque fin de semaine, et quelques-uns le sont pendant la semaine au mois d'août. Les salons axés spécifiquement sur les écoles australiennes, américaines ou britanniques sont très courus. Tous les principaux organismes prévoient des salons pendant cette période, et plusieurs écoles secondaires canadiennes profitent de la présence des agents dans ces salons pour recruter des élèves

#### ***Service d'éducation internationale***

*IES (International Education Service)* est le seul organisme d'études à l'étranger établi à Hong Kong qui organise un salon axé uniquement sur les établissements d'enseignement canadiens. Ce salon, qui a lieu habituellement juste après le Nouvel An chinois, attire un grand nombre d'écoles canadiennes provenant principalement de la Colombie-Britannique.

#### ***Institut pour l'éducation internationale***

L'Institute for International Education, l'équivalent américain du Réseau CÉC organise, en novembre, un salon des pensionnats de l'Amérique du Nord auquel peuvent prendre part les pensionnats canadiens et américains qui souhaitent recruter des élèves à Hong Kong. Ce salon pourrait donc intéresser les fournisseurs canadiens.

#### ***Expo carrière et éducation***

Le plus important salon se déroulant à Hong Kong, l'Expo carrière et éducation (*Education and Career Expo*) a lieu annuellement au mois de février, au Centre des congrès de Hong Kong (*Hong Kong Convention Centre*).

### **Macao**

Peu de salons de l'enseignement sont organisés à Macao, les organismes ont donc très peu d'occasions de rencontrer des représentants à Macao, ces derniers se rendent pour la plupart à Hong Kong.

C'est pourquoi, beaucoup d'étudiants souhaitant étudier à l'étranger assisteront à des salons de l'enseignement à Hong Kong et réserveront les services des organismes d'études à l'étranger établis à Hong Kong pour les aider à poser leur candidature et à obtenir le permis d'études.

En septembre 2005, plusieurs ministères, établissements d'enseignement et organisations scolaires et professionnelles de Macao ont conjointement organisé la semaine des IT, la deuxième exposition d'envergure visant à présenter l'industrie des TI.

## PERSONNES-RESSOURCES CLÉS

### Personnes-ressources du gouvernement du Canada et de l'industrie Contacts

#### **Consulat général du Canada à Hong Kong**

(également chargé de Macao)  
Exchange Square, Tower One, 11th-14th Floors  
8 Connaught Place, Central Hong Kong, China  
GPO Box 11142, Central Hong Kong  
Hong Kong S.A.R., People's Republic of China  
Personne-ressource : Pierre Pyun, délégué commercial  
Tél. : (852) 2847-7414  
Télé. : (852) 2847-7441  
Courriel : pierre.pyun@international.gc.ca  
Site Web : <http://www.hongkong.gc.ca>

#### **Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI)**

125, promenade Sussex  
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

#### *Direction des relations commerciales avec l'Asie (WOA)*

Personne-ressource : Sara-Rose Harper, déléguée commerciale  
Tél. : 613-944-7137  
Télé. : 613-944-3049

#### *Section commerciale (BMM)*

Contact: Ian Williams, délégué commercial, Services et Éducation  
Tél.: 613-996-1893  
Télé. : 613-943-1103  
E-mail: [ian.williams@international.gc.ca](mailto:ian.williams@international.gc.ca)

#### *Direction de l'éducation internationale et de la jeunesse (PCE)*

Contact: Jean-Philippe Tachdjian, Directeur adjoint et délégué commercial  
Tél. : 613-944-2341  
Télé. : 613-995-3238  
Courriel : [jean-philippe.tachdjian@international.gc.ca](mailto:jean-philippe.tachdjian@international.gc.ca)

#### **Exportation et Développement Canada (EDC)**

151, rue O'Connor  
Ottawa (Ontario) K1A 1K3  
Tél. : 800-850-9626 ou 613-598-2500  
Télé. : 613-237-2690  
Courriel : [export@edc4.edc.ca](mailto:export@edc4.edc.ca)  
Site Web : <http://www.edc.ca>

#### **Industrie Canada (IC)**

5, Place Ville Marie, 7<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3H 2G2  
Personne-ressource : Morris Krymalowski  
Tél. : 514-283-7828  
Télé. : 514-283-8916  
Courriel : [morris.krymalowski@ic.gc.ca](mailto:morris.krymalowski@ic.gc.ca)

#### **Association de l'industrie de la langue (AILIA)**

Association de l'industrie de la langue  
65, rue Sherbrooke Est  
Montréal (Québec) H2X 1C4  
Tél. : 866-330-1310 ou 514-285-1310  
Télé. : 514-844-5948  
Courriel : [communication@ailia.ca](mailto:communication@ailia.ca)

#### **Centre de recherche en technologies langagières**

283, boul. Alexandre-Taché  
C.P. 1250, succursale Hull  
Gatineau (Québec) J8X 3X7  
Tél. : 819-595-3999  
Courriel : [info@ltrc.ca](mailto:info@ltrc.ca)  
Site Web : <http://www.ltrc.ca>

## LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS

Australie. Ministère du procureur général (Department of the Attorney General). Loi sur les services d'enseignement offerts aux étudiants étrangers (Education Services to Overseas Students Act). Le site Web <http://www.scaleplus.law.gov.au> a été consulté en octobre 2005.

———. Ministère de l'emploi, de l'éducation, de la formation et des affaires de la jeunesse (Department of Employment, Education, Training and Youth Affairs). Données statistiques 2004.

Australian Endeavour Cheung Kong Scholarship Programme. Le site Web <http://www.ckh.com.hk>; <http://www.dest.gov.au> a été consulté en octobre 2005.

Blogmacau.info. Information sur l'enseignement à Macao, le 9 mars 2005. Le site Web <http://macau.blogharbor.com> a été consulté en octobre 2005.

Canada, Hong Kong. Enquête sur le développement durable 2003, 2004. (*Sustainable Development Index Survey 203, 2004*). Le site Web <http://www.cancham.org> a été consulté en octobre 2005.

Education New Zealand. Communiqué de presse, le 10 avril 2005. Le site Web <http://www.educationnz.org.nz> a été consulté en octobre 2005.

Gabinete de Apoio ao Ensino Superior (Bureau des services d'enseignement postsecondaire [GAES]). Avis à l'intention des fournisseurs de cours de l'étranger. Le site Web <http://www.gaes.gov.mo> a été consulté en octobre 2005.

Hong Kong. Comité consultatif sur la formation et la compétence professionnelle des enseignants : cadre de compétences des enseignants. Le site Web <http://www.acteq.hk> a été consulté en octobre 2005.

Hong Kong. Fonds pour l'éducation permanente. Le site Web <http://www.sfaa.gov.hk> a été consulté en octobre 2005.

Hong Kong. Ministère de l'Éducation. Autorité d'évaluation et d'examen de Hong Kong (Hong Kong Examinations and Assessment Authority) (HKEAA). Notes d'évaluation linguistique pour les professeurs d'anglais (*Language Assessment Notes for Teachers (English Language)*). Notes d'orientation à l'intention des candidats. Le site Web <http://www.hkeaa.edu.hk> a été consulté en octobre 2005.

Hong Kong. Bureau de l'éducation et de la main-d'oeuvre (Education and Manpower Bureau). La réforme de l'éducation. Le site Web <http://www.emb.gov.hk> a été consulté en octobre 2005.

———. Exigences en matière de compétences linguistiques. Le site Web <http://www.emb.gov.hk> a été consulté en octobre 2005.

———. Rapport intitulé Directives relatives à la langue d'enseignement dans les écoles secondaires (*Medium of Instruction Guidance for Secondary Schools*). Le site Web <http://www.emb.gov.hk> a été consulté en octobre 2005.

———. La mise en oeuvre du cadre de compétences et assurance de qualité connexe (Setting up a Qualifications Framework & Associated Quality Assurance). Le site Web <http://www.emb.gov.hk> a été consulté en octobre 2005.

———. Information à l'intention des prestataires de cours étrangers. Le site Web <http://www.emb.gov.hk> a été consulté en octobre 2005.

———. Mesures d'appui aux établissements d'enseignement (Support Measures for Institutions). Le site Web <http://www.emb.gov.hk> a été consulté en octobre 2005.

———. La TI dans l'enseignement (IT in Education). Le site Web <http://www.emb.gov.hk> a été consulté en octobre 2005.

*Hong Kong Yearbook. Hong Kong 2004 – Education.* Le site Web <http://www.yearbook.gov.hk/2004/en> a été consulté en octobre 2005.

Hung Fan Sing. Potentiel d'exportation des services éducatifs de Hong Kong (*Export Potential of Hong Kong's Educational Services*), Université chinoise de Hong Kong, Institut de Hong Kong pour la recherche en éducation, bulletin d'information, numéro 17, novembre 2004.

IDP Education Australia Limited. Données statistiques sur l'exportation des services éducatifs. Le site Web <http://www.idp.com/hongkong> a été consulté en octobre 2005.

Law, Fanny, sous-secrétaire du Bureau de l'éducation et de la main d'œuvre. Discours.

Legco Panel sur l'éducation. Injection dans le Fonds linguistique (*Injection into the Language Fund*), document de travail n° CB (2) 795/04-05(04) déposé au conseil législatif, le 7 février 2005.

Leung, T.P. Rapport thématique sur l'enquête auprès des ménages n° 9 (*Thematic Household Survey Report No. 9*), ministère du Recensement et de la Statistique (Census and Statistics Department), Hong Kong. (Recensement effectué en 2002.) Perfectionnement de l'éducation supérieure en Chine continentale et dans la zone administrative spéciale (ZAS) (*Development of Higher Education in China Mainland and Hong Kong SAR*), Université polytechnique de Hong Kong. 2005.

Li, Arthur, secrétaire du Bureau de l'éducation et de la main d'œuvre. Forum de l'éducation pour l'Asie 2005 (*Education Forum for Asia 2005*), conférence annuelle à Beijing, octobre 2005.

Macao. Procès verbal du conseil d'enseignement, le 11 juin 2005.

Macao. Bureau des affaires de l'éducation et de la jeunesse (Education and Youth Bureau). Statistiques scolaires. Le site Web <http://www.dsej.gov.mo> a été consulté en octobre 2005.

Ministère britannique pour l'Éducation et les compétences (U.K. Department for Education and Skills. The International Strategy for Education). Novembre 2004. Le site Web <http://www.publications.teachernet.gov.uk> a été consulté en novembre 2005.

Nouvelle-Zélande. Ministère de l'Éducation. Code de pratiques pour le service pastoral des étudiants internationaux (*Code of Practice for the Pastoral Care of International Students*). Le site Web <http://www.minedu.govt.nz> a été consulté.

———. La stratégie d'exportation de l'éducation (*Export Education Strategy*). Le site Web <http://www.minedu.govt.nz> a été consulté.

New Zealand Trade and Enterprise (NZTE). Exportateur de services éducatifs. Le site Web <http://www.nzte.govt.nz> a été consulté.

Open Doors. Le site Web <http://www.opendoors.iienetwork.org> a été consulté en octobre 2005.

Réseau des centres d'éducation canadiens - Hong Kong. Données statistiques. Le site Web <http://www.cecn.ca> a été consulté en octobre 2005.

———. Programme sur les études à l'étranger (Study Abroad Program). Le site Web <http://www.studycanada.ca/hongkong> a été consulté en octobre 2005.

School Team. Le site Web <http://www.schoolteam.com.hk> a été consulté en octobre 2005.

*South China Morning Post*. Cahier spécial, *Childcare*. October 2005.

Sydney Morning Herald, Sydney Australia. May 7-8, 2005. pp. 1, 10, 27, 32, 33. Le site Web <http://www.smh.com.au> a été consulté en octobre 2005.

Tien Puk-sun, Michael. Président, Comité permanent sur la langue et la recherché. Discours.

Tsang, Donald. Discours prononcé à l'occasion du forum des affaires de Hong Kong Guangdong, Vancouver, le 25 octobre 2005.

Tung, Chee Hwa. Exposé des principes, 2000.

Wardlaw, Chris. Secrétaire adjoint du Bureau de l'éducation et de la main-d'oeuvre. Exposé de principes. *3+3+4 Ambitious but Necessary*. 24 octobre 2004.

## AUTRES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

### Sites Web utiles

Association des canadiens chinois (Chinese Canadian Association) : <http://www.ccahk.org>

Associations macanéennes au Canada : <http://www.casademacau.net> (Vancouver);  
<http://www.casademacau.ca> (Toronto)

Australia International School : <http://www.aishk.edu.hk>

British Council : <http://www.britishcouncil.org/hk>

Bureau de la fonction publique de Hong Kong : <http://www.csb.gov.hk>

Bureau pour l'économie et le commerce de Hong Kong (Hong Kong Economic and Trade Office) (au Canada) : <http://www.hketo.ca>

Canadian International School of Hong Kong : <http://www.cdnis.edu.hk>

Canadian University Association Hong Kong : <http://www.cuahk.org.hk>

Chambre de Commerce du Canada à Hong Kong : <http://www.cancham.org>

Citoyenneté et Immigration Canada, l'Observateur : <http://www.cic.gc.ca/francais/observateur>

City University of Hong Kong : <http://www.fed.cuhk.edu.hk>

Commission de l'éducation de Hong Kong (Hong Kong Education Commission) : <http://www.e-c.edu.hk>

Compass Real Estate (publicité sur les services langagiers) : <http://www.hongkongpropertyman.com>

Conseil pour l'agrément des programmes de formation à l'enseignement de Hong Kong (Hong Kong Council for Academic Accreditation) : <http://www.hkcaa.edu.hk>

Delia School of Canada : <http://www.delia.edu.hk>

École internationale de Macao : <http://www.tis.edu.mo>

Educational Testing Systems : <http://www.toefl.org>

Education and Career Expo : <http://www.biztradeshows.com>

English Schools Foundation : <http://www.esf.edu.hk>

F&C Consultants : <http://www.f-and-c.com.hk>

Foreign Student Services, Vancouver et Hong Kong. International Education Service (renseignements sur la foire et les études à l'étranger) : <http://www.fsshk.com>

Focus International Overseas Student Services : <http://www.focus.com.mo>

Institut de recherche en éducation de Hong Kong (Hong Kong Institute of Education Research) : <http://www.ied.edu.hk/eng/research>

HKALE : [http://www.hkeaa.edu.hk/en/hkale\\_intr.htm](http://www.hkeaa.edu.hk/en/hkale_intr.htm)

HKCEE : [http://www.hkeaa.edu.hk/en/hkcee\\_intr.htm](http://www.hkeaa.edu.hk/en/hkcee_intr.htm)

Hong Kong Education City : <http://www.hkedcity.net>

Institut pour l'éducation internationale (Institute for International Education) (foire) : <http://www.iie.hongkong.org>

International English Language Testing System : <http://www.ielts.org>

Invest Hong Kong : <http://www.investhk.gov.hk>

Kaplan Educational : <http://www.kaplan.com.hk>

LEARNet : <http://www.learnnet.hku.hk>

Native English Teachers' Association : <http://www.nesta.com.hk>

Organisation du baccalauréat international : <http://www.ibo.org>

P.C. Lau Memorial Christian Alliance International School : <http://www.cais.edu.hk>

Phoenix International School : <http://www.phoenix.edu.hk>

Réseau CÉC (foire sur les échanges d'étudiants) : <http://www.study canada.ca/hongkong>

Richard Ivey School of Business (Asie) Ltd. : <http://www.ivey.ca>

Sallsmanns Residential (publicité sur les services langagiers) : <http://www.sallsmannsres.com/relocation/schools>

Semaine de la TI (foire commerciale) : <http://itweek.org.mo>

Société de traduction de Hong Kong (Hong Kong Translation Society) : <http://www.hkts.org.hk>

Univeristas 21 Global : <http://www.u21global.com>

Université Carleton (Carleton University). Centre for Language and Applied Linguistics : <http://www.cael.ca>

Université de Hong Kong (Hong Kong University) : <http://www.hku.hk/education>

Université de la Colombie-Britannique (University of British –Columbia) : <http://www.ubc.ca>

Université ouverte (Open University) (données statistiques sur les étudiants) : <http://www.ouhk.edu.hk>

Université de Queensland (University of Queensland) : <http://www.f-and-c.com.hk>

Université polytechnique de Hong Kong (Hong Kong Polytechnic University) (projet e3 Learning) :  
<http://e3learning.edc.polyu.edu.hk>

University of Cambridge International Examinations : <http://www.cie.org.uk>

Wall Street Institute : <http://www.wsi.edu.hk>

Campagne pour l'anglais en milieu de travail (Workplace English Campaign) :  
<http://www.english.gov.hk>